

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1486

10 juin 2014

SOMMAIRE

3i Infrastructure (Luxembourg) Holdings S.à r.l.	71287	International Partners and Associates S.A.	71285
3i Infrastructure (Luxembourg) S. à r.l. ..	71288	Marguerite Wind Butendiek S.à r.l.	71300
AC Revocable Trust s.à r.l.	71284	multisystems S.à r.l.	71286
Airsim Invest S.A.	71285	Nadine SA	71291
A&K S.à r.l.	71286	New Ypso Management Benetti S.C.A. ..	71290
Alphatax S.à r.l.	71284	NPF Soparfi D S.à r.l.	71290
Amarante SPF S.A.	71288	NSK Euro Holdings S.A.	71290
Aperam	71283	OCM Luxembourg POF IV GLP Blocker S.à r.l.	71291
AS-Dusty Sàrl	71283	Olamobile S.à r.l.	71291
ASSA ABLOY Branding S.à r.l.	71282	Olivia S.A.	71291
Auto Sport Diffusion S.A.	71282	Orxeo S.à r.l.	71290
Azeta SPF S.A.	71282	Outlet Site Holdings S.à r.l.	71289
Bievelez s.à r.l.	71282	Outlet Site JV S.à r.l.	71289
Borletti Group Management S.A.	71288	O-Wind S.A.	71289
Boulangerie-Pâtisserie Christian Schumacher S.à r.l.	71288	Oxalya Group S.A.	71285
By B.C. S.à r.l.	71283	Oytis S.A.	71289
Capula Luxembourg Limited	71318	Parc Avenue Capital S.A.	71291
Coparin S.A.	71284	Planeta Industries S.A.	71288
CPI Asia Shinjuku II S.à r.l.	71284	secupay S.A.	71286
Cruise Management S.à r.l.	71292	Tata Consultancy Services Luxembourg S.A.	71285
CSN Resources S.A.	71283	VDMC	71328
DD Constructions S.A.	71284	Vela Real Estate Credit Holdings I S.à r.l.	71328
ESCF Laatzen S.à r.l.	71287	VIII Chateau Finance S.à r.l.	71328
F&A Prom S.à r.l.	71324	Waldimmo S.A.	71328
FIP (Europe)	71287	Zulia S.A.	71287
Gilmour Holdings S.à r.l.	71315		
Immowest Lux I S.à r.l.	71327		

Bievelez s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3313 Bergem, 95, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 173.785.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014050359/10.

(140057854) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Auto Sport Diffusion S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-1225 Luxembourg, 28, rue Beatrix de Bourbon.
R.C.S. Luxembourg B 68.845.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 07 avril 2014.

Pour compte de Auto Sport Diffusion S.A.

Fiduplan S.A.

Référence de publication: 2014050326/12.

(140057453) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

ASSA ABLOY Branding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 172.849.

Les statuts coordonnés au 03/04/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 08/04/2014.

Me Cosita Delvaux

Notaire

Référence de publication: 2014050319/12.

(140057800) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Azeta SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 165.996.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue de manière extraordinaire le 28 mars 2014.

Les mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes venant à échéance, l'assemblée décide d'élire pour la période expirant à l'assemblée générale statuant sur l'exercice 2014 comme suit:

Conseil d'administration:

MM. Andréa Carini, demeurant professionnellement 20 rue de la Poste, L-2346, Luxembourg, président;

Marco Gostoli, demeurant professionnellement 20 rue de la Poste, L-2346, Luxembourg, administrateur;

Mme Hélène Mercier, demeurant professionnellement 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, administrateur.

Commissaire aux comptes:

Finsev S.A., 5 Avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

AZETA SPF S.A.

Société de Gestion de Patrimoine Familial

Signatures

Référence de publication: 2014050328/20.

(140057652) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

AS-Dusty Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3446 Dudelange, 20, rue Mathias Kungs.

R.C.S. Luxembourg B 115.042.

Le bilan approuvé au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Référence de publication: 2014050318/10.

(140057996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

By B.C. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2328 Luxembourg, 20, rue des Peupliers.

R.C.S. Luxembourg B 185.891.

Il résulte de la réunion du conseil de gérance de la Société en date du 25 février 2014 que le siège social de la société a été transféré au 20, rue des Peupliers L-2328 Luxembourg, avec effet au 25 février 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050350/12.

(140057459) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Aperam, Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12C, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 155.908.

Les comptes annuels statutaires au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050316/10.

(140057467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

CSN Resources S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 63, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 148.403.

En date du 03 avril 2014, l'Actionnaire Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Réélection de Martin Paul Galliver au poste d'Administrateur A de la Société, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;
- Réélection de Johannes Laurens de Zwart au poste d'Administrateur A, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;
- Réélection de Catalino Nunes Moniz Cabrai au poste d'Administrateur A, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;
- Réélection de Mario Henrique Melillo au poste d'Administrateur B, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015;
- Réélection de Pricewaterhousecoopers Luxembourg au poste de réviseur d'entreprises agréé, jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle approuvant les comptes annuels de la Société au 31 décembre 2014 et qui se tiendra en 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CSN Resources S.A.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Mandataire

Référence de publication: 2014050421/22.

(140058108) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Coparin S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 38.554.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68447 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050416/10.

(140058093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

CPI Asia Shinjuku II S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 128.572.

Extrait des résolutions des associés du 13 mars 2014

Les associés de la Société ont décidé comme suit:

- d'accepter la démission d'IDS Lux S.à r.l. en tant que gérant de la Société avec effet au 1^{er} avril 2014.
Luxembourg, le 08 avril 2014.

Christine Otting.

Référence de publication: 2014050418/12.

(140057531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

DD Constructions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4710 Pétange, 56, rue d'Athus.
R.C.S. Luxembourg B 167.493.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050432/9.

(140057417) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

AC Revocable Trust s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 25.000,00.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 165.629.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014050291/12.

(140057404) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Alphatax S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 42, rue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 152.558.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2014050307/11.

(140057396) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

International Partners and Associates S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 44.303.

Par la présente, je vous informe que je dénonce le siège social de la société INTERNATIONAL PARTNERS AND ASSOCIATES S.A., immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B44303 qui était préalablement domiciliée en mon étude au 10, rue Willy Goergen à L-1636 Luxembourg.

La présente prend effet immédiatement.

Luxembourg, le 04/04/2014.

Me Lex THIELEN.

Référence de publication: 2014050255/11.

(140056853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Tata Consultancy Services Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 89D, rue Pafebruch, Parc d'activités Capellen.

R.C.S. Luxembourg B 112.110.

Suite à une réunion du Conseil d'Administration en date du 17 décembre 2013

la démission de l'administrateur:

- Monsieur Per BRAGEE, administrateur

demeurant 3089 Strawinskylaan, NL-1077 ZX Amsterdam

est acceptée avec effet immédiat

est élu nouvel administrateur:

- Monsieur Amit Kapur,

demeurant Symphony Building - 20th Floor,

Gustav Mahlerplein 85-91, NL - 1082 MS Amsterdam

mandat qui prendra fin à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

TATA CONSULTANCY SERVICES LUXEMBOURG S. A.

Signature

Référence de publication: 2014050259/19.

(140056789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Airsim Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 172.404.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050303/9.

(140057820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Oxalya Group S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 103.316.

EXTRAIT

La convention de domiciliation conclue entre la société Axiome Audit S.à.r.l. dont le siège social est situé au 10B rue des Mérovingiens à L-8070 Bertrange et la société anonyme OXALYA GROUP S.A., inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro B 103316 en vertu de laquelle la société OXALYA GROUP S.A. avait fait élection de son siège social à l'adresse susmentionnée a été dénoncée avec effet immédiat au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bertrange, le 31 décembre 2013.

AXIOME AUDIT S.à.r.l.

Marco RIES

Référence de publication: 2014050716/15.

(140057429) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

secupay S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6755 Grevenmacher, 1, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 159.416.

Bei Gelegenheit der außergewöhnlichen Generalversammlung vom 2. April 2014, wurden folgende Beschlüsse gefasst:
- Herr Reuter, Herr Fontanari und Frau Schroeder scheiden aus dem Verwaltungsrat aus, mit Wirkung zum 2. April 2014.

- Herr Hans-Peter Weber, wohnhaft in D-01099 Dresden, Bautzner Strasse 139, wird die Geschäfte als alleiniges Verwaltungsratsmitglied gemäß Artikel 7 der Satzung führen. Herr Weber kann die Gesellschaft durch seine Einzelschrift rechtsgültig verpflichten.

- Die Mandate des Verwaltungsratsmitgliedes Herr Hans-Peter Weber und des Rechnungskommissars G.T. Fiduciaires S.A. werden verlängert und enden bei Gelegenheit der Generalversammlung im Jahre 2018.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 8. April 2014.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2014050264/19.

(140057633) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

multisystems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11A, avenue de la Porte-Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 110.249.

Le bilan au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014050263/14.

(140057491) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

A&K S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 300.000,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 39.766.

Résolutions de Abercrombie & Kent Group Of Companies S.A., associée unique de A&K S.à.r.l. (la «Société») prises le 7 avril 2014

Il est pris acte de la démission de:

- Monsieur Jonathan ASHLEY, en date du 2 avril 2014; et

- Monsieur Gordon Knight SMITH, en date du 31 mars 2014.

tous deux, gérants WGT.

Il a été résolu de nommer, avec effet au 7 avril 2014, comme nouveaux gérants WGT:

a) M. Cameron MACDOUGALL, né le 24 août 1976 à Washington, Etats-Unis d'Amérique; et

b) M. Kevin KRIEGER, né le 28 mai 1969 en Californie, Etats-Unis d'Amérique,

tous deux, avec adresse professionnelle au 1345 Avenue of the Americas, New York, New York 10105, U.S.A.

La durée du mandat des deux nouveaux gérants WGT est illimitée.

Pour et au nom de A&K S.A.R.L.

LG@VOCATS

Mandataire

Référence de publication: 2014050266/21.

(140057462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

3i Infrastructure (Luxembourg) Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 124.331.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050191/10.

(140057129) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Zulia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 34, rue Philippe II.
R.C.S. Luxembourg B 85.310.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050188/9.

(140056643) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

ESCF Laatzén S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 171.930.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

En date du 22 janvier 2014, la dénomination du gérant IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. a été modifiée en celle de IREIM Services Luxembourg S.à r.l.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014050474/13.

(140057321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

FIP (Europe), Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 159.177.

Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 21 mars 2014

Changement d'adresse d'Administrateurs

Le Conseil d'Administration acte le changement d'adresse des Administrateurs suivants:

La société INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTANTS S.A. (Numéro d'immatriculation B 51863) est domiciliée avec effet au 1^{er} janvier 2014 au 3, Boulevard ROYAL à L-2449 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

La société FIP (Luxembourg) S.A. (Numéro d'immatriculation B 79252) est domiciliée avec effet au 1^{er} janvier 2014 au 3, Boulevard ROYAL à L-2449 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Changement d'adresse du délégué à la gestion journalière

Le Conseil d'Administration acte le changement d'adresse du délégué à la gestion journalière:

La société INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTANTS S.A. (Numéro d'immatriculation B 51863), Administrateur Délégué, est domiciliée avec effet au 1^{er} janvier 2014 au 3, Boulevard ROYAL à L-2449 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

INTERNATIONAL BUSINESS CONSULTANTS, S.A.

Représentée par M. Marc HURNER

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014050250/22.

(140056734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Amarante SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 33.893.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014050277/10.

(140058158) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

3i Infrastructure (Luxembourg) S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 124.469.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050193/10.

(140057128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Borletti Group Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 31, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 116.174.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050345/9.

(140057776) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Boulangerie-Pâtisserie Christian Schumacher S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7220 Walferdange, 61, route de Diekirch.

R.C.S. Luxembourg B 148.112.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050347/9.

(140057377) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Planeta Industries S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 31.000,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 160.097.

Il résulte de la décision de l'associé unique de la Société du 17 mars 2014 que Monsieur Malte Hansen, né le 13 Octobre 1983 à Koblenz (Allemagne) et domicilié professionnellement au 2, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, a été nommé administrateur en remplacement de Monsieur Sérgio Raposo avec effet au 17 mars 2014 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Planeta Industries S.A.

Représentée par Helene Müller Schwiering

Membre du conseil d'administration

Référence de publication: 2014050729/16.

(140057388) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Outlet Site Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 178.117.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2014050706/11.

(140057206) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Outlet Site JV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 178.113.

Statuts coordonnés, suite à l'assemblée générale extraordinaire reçue par Maître Francis KESSELER, notaire de résidence à Esch/Alzette, en date du 22 octobre 2013 déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Esch/Alzette, le 22 novembre 2013.

Référence de publication: 2014050707/11.

(140057180) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Oytis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1510 Luxembourg, 38, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 110.315.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire du 4 avril 2014 que les mandats suivants ont été conduits:

- Monsieur Massimo LONGONI, conseiller économique, demeurant au 10, rue Mathieu Lambert Schrobilgen, L-2526 Luxembourg, à la fonction d'administrateur et Président du Conseil d'administration
- Madame Laurence BARDELLI, employée privée, demeurant professionnellement au 2628 Rives de Clausen L-2165 Luxembourg, à la fonction d'administrateur
- Madame Valérie WESQUY, employée privée, demeurant professionnellement au 19, boulevard Grande Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg, à la fonction d'administrateur

Ser.Com S.à.r.l., immatriculée au Registre de Commerce de Luxembourg B117942, ayant son siège social 19, boulevard Grande-Duchesse Charlotte L-1331 Luxembourg est nommée à la fonction de commissaire aux comptes de son prédécesseur dont le mandat n'a pas été renouvelé.

Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'Assemblée générale ordinaire qui si tiendra en 2020.

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014050709/22.

(140057368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

O-Wind S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 179.229.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050704/10.

(140057488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

NSK Euro Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 104.327.

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050700/10.

(140057554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

New Ypso Management Benetti S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 137.176.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050698/9.

(140057310) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

NPF Soparfi D S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 120.086.

Il est porté à la connaissance de tiers que:

En date du 22 janvier 2014, la dénomination du gérant IREIM Services Luxembourg PSF S.à r.l. a été modifiée en celle de IREIM Services Luxembourg S.à r.l.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014050699/13.

(140057350) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Orxeo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 1.400.000,00.**

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 176.416.

Il résulte d'un acte sous seing privé du 18 décembre 2013 que «COMPAGNIE FINANCIERE XEO dite «COFIXEO» SC», société civile de droit français, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 499 197 713, ayant son siège social au 7, avenue Stéphane Mallarmé à Paris (75017), France, a cédé 640 parts sociales de EUR 10.- chacune de la société ORXEO S.à r.l, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, à Monsieur Alexandre CELIER, né le 29 juillet 1969 à Metz, France, demeurant au 19 avenue du Gui B-1180 Uccle, Belgique.

Veillez noter que l'adresse de l'associé «COMPAGNIE FINANCIERE XEO dite «COFIXEO» SC», est 7, avenue Stéphane Mallarmé à Paris (75017), France et non 7, avenue Stéphanie Mallarmé à Paris (75017).

Luxembourg, le 08 avril 2014.

Pour: ORXEO S.à r.l

Société à responsabilité limitée

Experta Luxembourg

Société anonyme

Aurélie Katola / Susana Goncalves Martins

Référence de publication: 2014050715/22.

(140058042) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Olamobile S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 161.158.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 68417 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050712/10.

(140057998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

OCM Luxembourg POF IV GLP Blocker S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 133.293.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Référence de publication: 2014050711/10.

(140057975) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Nadine SA, Société Anonyme.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 18, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 71.454.

Le bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 avril 2014.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L - 1013 Luxembourg

Référence de publication: 2014050697/14.

(140057873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Olivia S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 86.209.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2014050714/10.

(140057946) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Parc Avenue Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 65.667.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 avril 2014.

Référence de publication: 2014050717/10.

(140057489) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 avril 2014.

Cruise Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 185.869.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-fifth day of the month of March.

Before Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Cruise Investment S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) and in the process of being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg,

represented by Mrs. Flora Verrecchia, lawyer, professionally residing in Luxembourg pursuant to a proxy which shall be registered together with the present deed.

The appearing party, acting in the above stated capacity, has requested the undersigned notary to draw up the articles of incorporation of a limited liability company Cruise Management S.à r.l. (société à responsabilité limitée) which is hereby established as follows:

Art. 1. Denomination. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name “Cruise Management S.à r.l.” (the “Company”) is hereby formed by the appearing party and all persons who will become shareholders thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. Object. The object of the Company shall be the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may also carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of real estate, properties and real estate rights in Luxembourg and abroad as well as any participations in any real estate enterprise or undertaking in any form whatsoever, and the administration, management, control and development of those participations and assets.

The Company may further give guarantees, grant security interests, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may also acquire loans including at a discount, originate loans and lend funds under any form, advance money or give credit on any terms including without limitation resulting from any borrowings of the Company or from the issue of any equity or debt securities of any kind to any person or entity as it deems fit in relation to any real estate enterprise or undertaking. The Company may enter into swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions, and, without prejudice to the generality of the foregoing, employ any techniques and instruments in connection with its real estate activities. The Company may also enter into any guarantees, contracts of indemnities, security interests and any other equivalent agreements in order to receive the benefit of any guarantee and/or security interest granted in the context of such real estate activities. The Company may undertake any roles necessary in connection with such lending activity including, without limitation, the role of arranger, lead manager, facility agent, security agent, documentation agent. The Company shall not undertake such real estate lending or real estate loan acquisition activities in a way that would require it to be regulated pursuant to the Luxembourg act dated 5 April 1993 on the financial sector, as amended or any future act or regulation amending or replacing such act.

The Company can perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purposes.

In particular, the Company will provide the companies within its portfolio with the services necessary to their administration, control and development. For that purpose, the Company may require and retain the assistance of other advisors.

Art. 3. Duration. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. Registered Office. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. Share capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500) represented by five hundred (500) shares with a nominal value of twenty-five Euros (EUR 25) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these articles of association and the Company may proceed to the repurchase of its other shares upon resolution of its shareholders.

Any available share premium shall be distributable.

Art. 6. Transfer of Shares. Shares are freely transferable among shareholders. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-shareholders is subject to the consent of shareholders representing at least seventy-five per cent (75%) of the Company's share capital.

Art. 7. Management of the Company. The Company is managed by one or several managers who do not need to be shareholders.

The sole manager or as the case may be, the board of managers, is vested with the broadest powers to manage the business of the Company and to authorise and/or perform all acts of disposal and administration falling within the purposes of the Company. All powers not expressly reserved by the law or by the articles of association to the general meeting shall be within the competence of the sole manager or as the case may be, the board of managers.

Vis-à-vis third parties the sole manager or as the case may be, the board of managers, has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company and not reserved by law or these articles of association to the general meeting of shareholders.

The managers are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of shareholders, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but their appointment may also be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also at any time be held by conference call or similar means only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four hours (24) at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Decisions of the board of managers are validly taken by the approval of the majority of the managers of the Company.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman of that meeting or, in its absence, by any two managers. Copies or excerpts of such minutes shall be signed by the chairman of that meeting or by any two managers.

The board of managers may also, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, may be conclusively certified or an extract thereof may be issued under the individual signature of any manager.

The Company will be bound by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the sole signature of anyone of the managers. In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the sole manager (if there is only one) or as the case may be the board of managers or anyone of the managers.

Art. 8. Liability of the Managers. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Subject to the exceptions and limitations listed below, every person who is, or has been, a manager or officer of the Company shall be indemnified by the Company to the fullest extent permitted by law against liability and against all expenses reasonably incurred or paid by him in connection with any claim, action, suit or proceeding which he becomes involved as a party or otherwise by virtue of his being or having been such manager or officer and against amounts paid or incurred by him in the settlement thereof. The words "claim", "action", "suit" or "proceeding" shall apply to all claims, actions, suits or proceedings (civil, criminal or otherwise including appeals) actual or threatened and the words "liability" and "expenses" shall include without limitation attorneys' fees, costs, judgements, amounts paid in settlement and other liabilities.

No indemnification shall be provided to any manager or officer:

(i) against any liability to the Company or its shareholders by reason of wilful misfeasance, bad faith, gross negligence or reckless disregard of the duties involved in the conduct of his office;

(ii) with respect to any matter as to which he shall have been finally adjudicated to have acted in bad faith and not in the interest of the Company; or

(iii) in the event of a settlement, unless the settlement has been approved by a court of competent jurisdiction or by the board of managers.

The right of indemnification herein provided shall be severable, shall not affect any other rights to which any manager or officer may now or hereafter be entitled, shall continue as to a person who has ceased to be such manager or officer and shall inure to the benefit of the heirs, executors and administrators of such a person. Nothing contained herein shall affect any rights to indemnification to which corporate personnel, including directors and officers, may be entitled by contract or otherwise under law.

Expenses in connection with the preparation and representation of a defence of any claim, action, suit or proceeding of the character described in this article shall be advanced by the Company prior to final disposition thereof upon receipt of any undertaking by or on behalf of the officer or director, to repay such amount if it is ultimately determined that he is not entitled to indemnification under this article.

Art. 9. Shareholder voting rights. Each shareholder may take part in collective decisions. He has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of shareholders through a special proxy.

Art. 10. Shareholder meetings. Decisions by shareholders are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg Company law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of shareholders of the Company.

Meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to shareholders to their address appearing in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the shareholders at their addresses inscribed in the register of shareholders held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Except as otherwise provided for by law, (i) decisions of the general meeting shall be validly adopted if approved by shareholders representing more than half of the corporate capital. If such majority is not reached at the first meeting or first written resolution, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented. (ii) However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (x) a majority of the shareholders (y) representing at least three quarters of the issued share capital and (iii) decisions to change of nationality of the Company are to be taken by Shareholders representing one hundred percent (100%) of the issued share capital.

At no time shall the Company have more than thirty (30) shareholders. At no time shall an individual be allowed to become a shareholder of the Company.

Art. 11. Accounting Year. The accounting year begins on 1st January of each year and ends on 31st December of the same year save for the first accounting year which shall commence on the day of incorporation and end on 31st December 2014.

Art. 12. Financial Statements. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

The financial statements are at the disposal of the shareholders at the registered office of the Company.

Art. 13. Distributions. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The shareholders may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood

that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves and premium but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders.

The share premium account may be distributed to the shareholders upon decision of a general meeting of shareholders. The general meeting of shareholders may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 14. Dissolution. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be shareholders and who are appointed by the general meeting of shareholders who will specify their powers and remunerations.

Art. 15. Sole Shareholder. If, and as long as one shareholder holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single shareholder company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10th August 1915 on commercial companies; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 16. Applicable law. For anything not dealt with in the present articles of association, the shareholders refer to the relevant legislation.

Subscription and payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares	Subscription price (EUR)
Cruise Investment S.à r.l.	500	EUR 12,500
Total	500	EUR 12,500

Evidence of the payment of the total subscription price has been shown to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,500.-.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at: 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg
2. The following person is appointed manager of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company with such signature powers as set forth in the articles of association of the Company:
 - BRE/Management 7 S.A., a société anonyme incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and being registered with the Registre de Commerce et des Sociétés in Luxembourg under number B 180.304,

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day before mentioned.

The document having been read to the appearing party, who requested that the deed should be documented in English, the said appearing party signed the present original deed together with the notary, having personal knowledge of the English language. The present deed, worded in English, is followed by a translation into German. In case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing party, known to the notary by its name, first name, civil status and residence, the said appearing party signed together with the notary the present deed.

Folgt die Deutsche Übersetzung des Vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendvierzehn, am fünfundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar Maître Henri Hellinckx, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen,

Cruise Investment S.à r.l., eine société à responsabilité limitée (Gesellschaft mit beschränkter Haftung) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, deren Gesellschaftskapital zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500) beträgt, und die dabei ist im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg eingetragen zu werden,

hier vertreten durch Frau Flora Verrecchia, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht welche vorliegender Urkunde beigefügt ist um mit dieser bei der Registrierungsbehörde eingereicht zu werden.

Die erschienene Partei hat in ihrer vorgenannten Eigenschaft den unterzeichnenden Notar ersucht, die Gründungssatzung einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) "Cruise Management S.à r.l." wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Gesellschaftsname. Eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen "Cruise Management S.à r.l." (die "Gesellschaft") wird hiermit von der erschienenen Partei und allen Personen, die gegebenenfalls zukünftig als Gesellschafter eintreten, gegründet. Die Gesellschaft wird durch vorliegende Satzung und durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung geregelt.

Art. 2. Gesellschaftszweck. Zweck der Gesellschaft ist das Halten von Beteiligungen in jeder beliebigen Form an in- und ausländischen Gesellschaften sowie jede andere Form von Investitionen, sowie den Erwerb durch Kauf, Zeichnung oder andere Art und Weise wie Übertragung durch Verkauf oder Tausch von Finanzinstrumenten jeder Art und die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung ihres Portfolios.

Die Gesellschaft kann ebenfalls alle Transaktionen welche sich auf direkten oder indirekten Erwerb von Grundbesitz, Eigentum, und Grundbesitzrechte in Luxemburg oder im Ausland oder auf den Erwerb von Beteiligungen an Unternehmen welche im Besitz von Grundrechten sind oder von Unternehmensbeteiligungen jedweder Form beziehen, durchführen sowie die Verwaltung, Aufsicht und Entwicklung dieser Beteiligungen und dieses Vermögen ausführen.

Die Gesellschaft kann Bürgschaften geben, Sicherheiten leisten, Darlehen ausgeben oder die Gesellschaften an denen die Gesellschaft direkte oder indirekte Beteiligungen besitzt oder die zur Gruppe von Gesellschaften gehört, der die Gesellschaft angehört, in jeder anderen Form unterstützen.

Die Gesellschaft kann außerdem in jeder beliebigen Form Darlehen erwerben, auch mit Preisnachlass, Darlehen vergeben, Kapital verleihen, sowie Vorschüsse gewährleisten oder unter jeglichen Konditionen Kredite vergeben, einschließlich und ohne Einschränkungen derer Kredite, in Bezug auf ein Immobilien-Unternehmen oder -Unterfangen, die sich von jeglichen Kreditaufnahmen der Gesellschaft oder von der Ausgabe von Kapital oder Schuldtitel jeglicher Art an alle Personen und Unternehmen, für die es für richtig empfunden wurde, ergeben. Die Gesellschaft kann Swaps, Futures, Forwards, derivative Instrumente, Optionen, Rückkäufe, Wertpapierverleihe und ähnliche Transaktionen abschließen und unbeschadet der Allgemeingültigkeit des Vorstehenden, jegliche Methode und Instrumente im Zusammenhang mit ihren Immobiliengeschäften einsetzen. Die Gesellschaft kann auch jegliche Verträge über Garantien, Entschädigungen, Sicherheiten und alle weiteren äquivalente Verträge abschließen, so dass der Nutzen der, im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte vergebenen, Garantien und/oder Sicherheiten ihr zu Gute kommen kann. Die Gesellschaft kann im Rahmen solcher Immobiliengeschäfte jegliche erforderliche Rolle übernehmen, einschließlich und ohne Einschränkungen der Rolle des Arranger, lead Manager, Facility Agent, Security Agent, Documentation Agent. Die Gesellschaft wird die Tätigkeit der Immobilienfinanzierung oder des Immobilienkrediterwerbs nicht in einer Weise ausüben, die eine Regulierung erfordern würde gemäß der geänderten Fassung des Gesetzes des 5. Aprils 1993 bezüglich des Finanzsektors oder jeglichen zukünftigen Gesetzes oder Regulierungsmaßnahme, die dieses Gesetz abändern oder ersetzen sollte.

Die Gesellschaft kann alle geschäftlichen, technischen, finanziellen ebenso wie alle andere direkt oder indirekt verbundenen Tätigkeiten welche die Erfüllung des Geschäftszwecks in den oben genannten Bereichen erleichtern, vornehmen.

Unter anderem wird die Gesellschaft allen Gesellschaften ihres Portfolios die für die Verwaltung, Entwicklung und Aufsicht dieser Gesellschaften notwendigen Leistungen zur Verfügung stellen. Für diesen Zweck kann die Gesellschaft die Unterstützung anderer Berater beanspruchen und auf solche zurückgreifen.

Art. 3. Geschäftsdauer. Die Gesellschaft ist auf unbegrenzte Dauer gegründet

Art. 4. Gesellschaftssitz. Die Gesellschaft hat ihren Sitz in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann, durch Beschluss einer außerordentlichen Generalversammlung der Gesellschafter die sich, in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise beraten, an jeden Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

Der eingetragene Sitz der Gesellschaft kann durch Beschluss des Geschäftsführers, beziehungsweise durch die Geschäftsführung innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

Die Gesellschaft kann Geschäfts- und Zweigstellen in Luxemburg und im Ausland errichten.

Sollte der Geschäftsführer, oder im Falle einer Geschäftsführung die Geschäftsführung, feststellen, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche oder soziale Ereignisse eingetreten sind oder unmittelbar bevorstehen welche die normalen Tätigkeiten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die problemlose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zum vollständigen Ende solcher ungewöhnlichen Umstände ins Ausland verlegt werden; derartige vorläufige Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die staatliche Zugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet einer solchen vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden vom Geschäftsführer oder, im Falle einer Geschäftsführung, von der Geschäftsführung vorgenommen und jeglichen betroffenen Personen mitgeteilt.

Art. 5. Gesellschaftskapital. Das ausgegebene Gesellschaftskapital der Gesellschaft beläuft sich auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500), eingeteilt in fünfhundert (500) Gesellschaftsanteile mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig Euro (EUR 25).

Das Gesellschaftskapital der Gesellschaft kann durch Beschluss der Gesellschafter in der für die Abänderung der Satzung vorgesehenen Art und Weise erhöht oder verringert werden und die Gesellschaft kann seine anderen Gesellschaftsanteile durch Beschluss der Gesellschafter zurückkaufen.

Verfügbare Anteilsprämien können verteilt werden.

Art. 6. Übertragung der Anteile. Die Anteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar. Soweit es das Gesetz nicht anders bestimmt, bedarf die Übertragung von Anteilen auf Dritte der Einwilligung von Gesellschaftern, welche zusammen mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Gesellschaftskapitals halten.

Art. 7. Geschäftsführung. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch einen oder mehrere Geschäftsführer die keine Gesellschafter sein müssen.

Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung ist mit den weitestreichenden Befugnissen ausgestattet, das Geschäft der Gesellschaft zu verwalten und ist dazu befugt, jede Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gegenstand der Gesellschaft im Einklang stehen, zu genehmigen und/oder auszuführen. Sämtliche Befugnisse, die nicht ausdrücklich per Gesetz oder durch die vorliegende Satzung den Gesellschaftern vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführung.

Gegenüber Dritten hat der Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung die weitestreichenden Befugnisse um in allen Umständen, im Namen und Auftrag der Gesellschaft zu handeln und in jeden Umständen, jeden Akt und jede Handlung, welche nicht durch die vorliegende Satzung oder durch die entsprechende luxemburgische Gesetzgebung im Kompetenzbereich der Gesellschafterversammlung liegt, im Auftrag der Gesellschaft vorzunehmen, zu erlauben und gutzuheißen.

Die Geschäftsführer werden durch mehrheitlichen Beschluss der Generalversammlung der Gesellschafter gewählt und abberufen, welche ihre Befugnisse und die Amtsdauer beschließt. Wenn keine Frist gesetzt wird, dann sind die Geschäftsführer auf unbestimmte Zeit ernannt. Die Geschäftsführer können wiedergewählt werden, jedoch kann ihre Ernennung zu jeder Zeit mit oder ohne Grund (ad nutum) widerrufen werden.

Im Falle mehrerer Geschäftsführer bilden diese die Geschäftsführung. Jeder Geschäftsführer kann an jeder Sitzung der Geschäftsführung teilnehmen mittels Telefonkonferenz oder anderen zur Verfügung stehenden Kommunikationsmitteln insofern gewährleistet ist, dass alle an der Sitzung teilnehmenden Personen sich hören und miteinander kommunizieren können. Eine Sitzung kann jederzeit mittels einer Telefonkonferenz oder ähnlichen Kommunikationsmitteln abgehalten werden. Die Teilnahme oder das Abhalten einer Sitzung mit Hilfe dieser Mittel entspricht einer persönlichen Teilnahme an der betroffenen Sitzung. Die Geschäftsführer können sich in den Sitzungen ohne Einschränkung der Anzahl der Vollmachten durch einen anderen Geschäftsführer, der hierzu bevollmächtigt ist, vertreten lassen.

Die Geschäftsführer sind mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor Beginn einer Sitzung der Geschäftsführung mittels schriftlicher Einberufung, zu benachrichtigen, außer in Notfällen, in welchem Fall die Art und die Gründe dieser Umstände in der Einberufung erläutert werden müssen. Auf das Recht auf die oben beschriebene Weise einberufen zu werden kann jeder Geschäftsführer durch schriftliche Zustimmung per Telegramm, Telekopie, Email, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel verzichten. Spezifische Einberufungen sind nicht notwendig für Sitzungen, welche vorher zu einem durch Geschäftsführungsbeschluss genehmigten Zeitplan und zu vorgesehenen Zeiten und an vorbestimmten Orten abgehalten werden.

Entscheidungen der Geschäftsführung werden durch die Mehrheit der Geschäftsführer der Gesellschaft gefasst.

Die Protokolle aller Geschäftsführerratsitzungen werden vom Vorsitzenden der Sitzung oder, in seiner Abwesenheit, von zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Die Kopien oder Auszüge der Protokolle werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern unterzeichnet.

Schriftliche Beschlüsse der Geschäftsführung können, aus einem einzigen oder mehreren einzelnen Dokumenten, gültig abgeschlossen werden, wenn sie von allen Mitgliedern der Geschäftsführung schriftlich, per Telegramm, Telefax oder per ähnlichem Kommunikationsmittel genehmigt wurden. Die verschiedenen Dokumente gleichen Inhalts bilden zusammen einen gültigen schriftlichen Beschluss. Beschlüsse der Geschäftsführung, einschließlich schriftliche Beschlüsse, können von einem einzelnen Geschäftsführer beweiskräftig beglaubigt und ein Auszug davon beweiskräftig unterschrieben werden.

Die Gesellschaft wird durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers und durch die Unterschrift eines einzelnen Geschäftsführers im Falle einer Geschäftsführung gebunden. Die Gesellschaft ist in jedem Fall wirksam durch die Unterschrift einer oder mehrerer hierzu durch den alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise durch die Geschäftsführung oder einer der Geschäftsführer, bevollmächtigten Personen, gebunden.

Art. 8. Haftung der Geschäftsführung. Die Geschäftsführer sind für Verschuldung der Gesellschaft nicht persönlich haftbar. Als Vertreter der Gesellschaft sind sie jedoch für die Ausführung ihrer Aufgaben und Pflichten verantwortlich.

Vorbehaltlich den unten aufgeführten Ausnahmen und Beschränkungen, wird jede Person, die ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter der Gesellschaft ist oder war, von der Gesellschaft in vollem, gesetzlich erlaubten, Umfang gegen Verbindlichkeiten und gegen alle Ausgaben, welche üblicherweise entstanden sind oder von ihm gezahlt wurden in Verbindung mit Klagen, Prozessen oder Verfahren in die er als Partei oder anderweitig eintritt aufgrund dessen, dass er ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter ist oder gewesen ist und die diesbezüglich gezahlten Beträge oder von durch deren Beilegung entstandenen Beträge, schadlos gehalten werden. Die Begriffe „Klage“, „Streitsache“, „Prozess“ oder

„Verfahren“ finden auf alle anhängigen oder bevorstehenden Klagen, Streitsachen, Prozesse oder Verfahren Anwendung (zivilrechtlich, strafrechtlich oder sonstige, einschließlich Rechtsmittel) Anwendung und die Begriffe „Verbindlichkeit“ und „Ausgaben“ beinhalten ohne Beschränkung Anwaltskosten, Prozesskosten, Sicherheitsleistungen, gezahlte Beträge bei Streitbeilegung und andere Verbindlichkeiten.

Einem Geschäftsführer oder leitendem Angestellten wird keine Schadloshaltung gewährt:

(i) gegen Verbindlichkeiten gegenüber der Gesellschaft oder ihrer Gesellschafter, aufgrund von vorsätzlich begangenen unerlaubten Handlungen, Bösgläubigkeit, grober Fahrlässigkeit oder rücksichtsloser Missachtung der Aufgaben, die in seiner Amtsführung enthalten sind;

(ii) im Zusammenhang mit jeglichen Verfahren bei welchen er wegen bösgläubigem und nicht im Interesse der Gesellschaft erfolgtem Handeln, verurteilt wurde; oder

(iii) im Falle einer Beilegung, es sei denn die Beilegung ist von einem Gericht unter zuständiger Gerichtsbarkeit oder von der Geschäftsführung genehmigt worden.

Das Recht der Schadloshaltung, das hier vorgesehen ist, ist abtrennbar und berührt keine anderen Rechte auf die das Verwaltungsratsmitglied oder der leitende Angestellte jetzt oder später ein Anrecht hat, und soll fortgeführt werden in der Person, die aufgehört hat, ein Geschäftsführer oder leitender Angestellter zu sein und soll dem Vorteil der Erben, Testamentsvollstreckern und Verwaltern einer solchen Person dienen. Nichts hierin Enthaltene berührt die Rechte zur Schadloshaltung, auf die Gesellschaftspersonal, eingeschlossen Geschäftsführer und leitende Angestellte, aufgrund von Vertrag oder anderweitig durch Gesetz, Anspruch haben könnten.

Ausgaben in Verbindung mit Vorbereitung und Vertretung der Verteidigung einer Klage, Streitsache, Prozess oder Verfahren beschrieben in diesem Artikel, soll von der Gesellschaft vor der endgültigen Verfügung darüber bei Zugang jeglicher Unternehmung seitens oder im Namen eines leitenden Angestellten oder Geschäftsführers vorgestreckt werden, um den benannten Betrag zurückzahlen wenn es letztlich bestimmt ist, dass er keinen Anspruch auf Schadloshaltung unter diesem Artikel hat.

Art. 9. Stimmrechte der Gesellschafter. Jeder Gesellschafter kann an kollektiven Entscheidungen teilnehmen. Die Zahl seiner Stimmen entspricht der Zahl seiner Gesellschaftsanteile und der Gesellschafter kann bei jeder Versammlung durch eine spezielle Vollmacht vertreten werden.

Art. 10. Gesellschafterversammlungen. Die Beschlüsse der Gesellschafter werden in der im luxemburgischen Gesellschaftsrecht vorgeschriebenen Form und mit der darin vorgesehenen Mehrheit, schriftlich (soweit dies gesetzlich möglich ist) oder in Gesellschafterversammlungen, gefasst. Jede ordnungsgemäß konstituierte Gesellschafterversammlung der Gesellschaft beziehungsweise jeder ordnungsgemäß schriftlicher Beschluss vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Einberufung der Versammlungen durch den Geschäftsführer/die Geschäftsführung hat mindestens acht (8) Tage vor der Versammlung mittels eingeschriebenen Briefes an die Gesellschafter an ihre im Anteilsregister der Gesellschaft eingetragene Adresse, zu erfolgen. Wenn das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft vertreten ist, kann die Sitzung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Werden Beschlüsse im Wege eines Zirkularbeschlusses der Gesellschafter gefasst, so wird der Inhalt des Beschlusses mindestens acht (8) Tage bevor der Beschluss wirksam werden soll, an alle Gesellschafter an ihre im Anteilsregister eingeschriebene Adresse mittels eingeschriebenen Briefs übersandt. Die Beschlüsse werden wirksam bei Zustimmung der vom Gesetz vorgesehenen Mehrheiten für gemeinsame Entscheidungen (oder, unter der Voraussetzung der Befriedigung der Mehrheitsvoraussetzungen, am in dieser Entscheidung festgelegten Tag). Einstimmige Zirkularbeschlüsse können jederzeit ohne vorherige Ankündigung getroffen werden.

Soweit gesetzlich nichts anderes vorgesehen ist, (i) werden die in den Gesellschafterversammlungen zu fassenden Beschlüsse von den Gesellschaftern getroffen, welche mehr als die Hälfte des Geschäftskapitals vertreten. Wird eine solche Mehrheit bei der ersten Gesellschafterversammlung nicht erreicht, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Gesellschafterversammlung geladen und die Beschlüsse werden sodann aufgrund der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst, unbeschadet der Anzahl der vertretenen Geschäftsanteile. (ii) Die Satzung kann jedoch nur mit Zustimmung (x) der Mehrheit der Gesellschafter, welche (y) zwei Drittel des Gesellschaftskapitals vertreten, abgeändert werden und (iii) Entscheidungen, die Nationalität der Gesellschaft zu ändern, bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, die einhundert Prozent (100%) des Gesellschaftskapitals vertreten.

Zu keiner Zeit soll die Gesellschaft mehr als dreißig (30) Gesellschafter haben. Zu keiner Zeit soll es einer natürlichen Person gestattet sein, ein Gesellschafter der Gesellschaft zu werden.

Art. 11. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten (1.) Januar und endet am einunddreißigsten (31.) Dezember eines jeden Jahres. Das erste Geschäftsjahr, welches am Tage der Gründung der Gesellschaft beginnt, wird am 31. Dezember 2014 enden.

Art. 12. Jahresabschluss. Der alleinige Geschäftsführer beziehungsweise die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr die Jahresabrechnung der Gesellschaft.

Jeder Gesellschafter kann die Jahresabrechnung am Sitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 13. Gewinnverwendung. Fünf Prozent (5%) des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft werden der gesetzlich vorgeschriebenen Rücklage zugeführt. Diese Rücklageeinzahlungspflicht besteht nicht mehr, sobald die gesetzliche Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt.

Die Gesellschafter können auf der Grundlage eines von dem alleinigen Geschäftsführer, beziehungsweise der Geschäftsführung angefertigten Zwischenabschlusses die Ausschüttung von Abschlagsdividenden beschließen, sofern dieser Zwischenabschluss zeigt, dass ausreichend Gewinne und andere Reserven zur Ausschüttung zur Verfügung stehen, wobei der auszuschüttende Betrag die seit dem Ende des vorhergehenden Geschäftsjahres erzielten Gewinne, für welches die Jahresabschlüsse bereits bewilligt wurden, erhöht um die vorgetragenen Gewinne und ausschüttbaren Rücklagen, vermindert um die vorgetragenen Verluste und die der gesetzlichen Rücklage zuzuführenden Beträge, nicht übersteigen darf.

Der Saldo kann nach Entscheidung der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

Das Anteilsprämienkonto kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung an die Gesellschafter ausgeschüttet werden. Die Gesellschafterversammlung kann beschließen, jeden Betrag vom Anteilsprämienkonto auf die gesetzliche Rücklage zu übertragen.

Art. 14. Auflösung. Im Falle einer Auflösung der Gesellschaft ernennen die Gesellschafter einen oder mehrere Liquidatoren, bei welchen es sich nicht um Gesellschafter handeln muss, zwecks der Durchführung der Auflösung und bestimmen ihre Befugnisse und Vergütung.

Art. 15. Alleingesellschafter. Sofern nur ein Gesellschafter alle Geschäftsanteile der Gesellschaft hält, gilt Artikel 179 (2) des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und die Artikel 200-1 und 200-2 finden u.a. Anwendung.

Art. 16. Anwendbares Recht. Sämtliche nicht ausdrücklich durch diese Satzung geregelten Angelegenheiten richten sich nach den entsprechenden Regelungen des anwendbaren Gesetzes.

Zeichnung und Zahlung

Nach dem die erschienene Partei die Gründungssatzung erstellt hat, hat sie das gesamte Gesellschaftskapital wie folgt eingezahlt und gezeichnet:

Einzahler	Zahl der Geschäftsanteile	Einzahlungspreis (EUR)
Cruise Investment S.à r.l.	500	EUR 12.500
Total	500	EUR 12.500

Ein Beleg für die vollständige Einzahlung der Geschäftsanteile wurde dem unterzeichneten Notar vorgelegt.

Kosten

Die Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Gesellschaftsgründung entstehen, werden auf ungefähr EUR 1.500,- geschätzt.

Außerordentliche Beschlüsse des Gesellschafters

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft hat der Alleinige Gesellschafter folgende Beschlüsse gefasst:

1. Sitz der Gesellschaft ist in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg.
2. Die folgende Person wird für einen unbeschränkten Zeitraum zum Geschäftsführer der Gesellschaft mit der in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Unterschriftsbefugnis ernannt:
 - BRE/Management 7 S.A., eine Aktiengesellschaft (société anonyme) luxemburgischen Rechts mit Sitz in 2-4, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxemburg und eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés in Luxemburg unter der Nummer B 180.304.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der oben erschienenen Partei, die vorliegende Urkunde in English abgefasst wird, gefolgt von einer deutschen Übersetzung.

Auf Ersuchen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text, ist die englische Fassung maßgebend.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die erschienene Partei die dem amtierenden Notar nach Namen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt, hat dieselbe zusammen mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: F. VERRECCHIA und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 27 mars 2014. Relation: LAC/2014/14276. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxembourg, den 4. April 2014.

Référence de publication: 2014049670/450.

(140056614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Marguerite Wind Butendiek S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 37.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 172.706.

In the year two thousand and thirteen, on the fifth day of December,
before us, Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,
there appeared:

(1) MARGUERITE HOLDINGS S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of twenty-five thousand euros (EUR 25,000.-) and registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162622 ("Marguerite"); and

(2) CDC Infrastructure, a société anonyme governed by the laws of France, with registered office at 56, rue de Lille, F-75007 Paris, with registered number 450 055 090 ("CDC Infra").

Marguerite is hereby represented by David S. HARRISON and Michael DEDIEU, acting as directors.

CDC Infra is hereby represented by Patrick Vandevoorde, Chief Executive Officer (Directeur Général).

The above appearing parties being collectively referred to as the "Shareholders".

The Shareholders have requested the undersigned notary to document that the Shareholders are all the shareholders of Marguerite Wind Butendiek S.à r.l., a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, having a share capital of thirty-seven thousand five hundred euro (EUR 37,500.-) with registered office at 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 172706 (the "Company"), incorporated following a deed of the undersigned notary, of 8 November 2012, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 11 December 2012, number 2996. The articles of association of the Company have for the last time been amended pursuant to a deed of the undersigned notary of 29 November 2013, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The Shareholders, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To fully restate the articles of association of the Company without amending the corporate object of the Company, for the purpose of, among others, converting ordinary shares in class A ordinary shares and class B ordinary shares, setting the rights and obligations attached to the shares, deleting the authorised share capital, qualifying the directors as class A and class B directors, amending the provisions related to the representation of the Company, introducing the concept of "Reserved Matters", appointing an auditor and setting out the governance rules of the Company.

2. To re-qualify (i) the twenty-five thousand (25,000) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each held by Marguerite Holdings S.à r.l. into twenty-five thousand (25,000) class A ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each and (ii) the twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each held by CDC Infrastructure into twelve thousand five hundred (12,500) class B ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

3. To accept the resignations of Nicolas Merigo, director (gérant), and Michael Dedieu, director (gérant).

4. To set the number of directors (gérants) at three (3), comprised of two (2) class A directors (gérants) and one (1) class B director (gérant).

5. To redesignate the existing directors (gérants) as class A directors (gérants) for an unlimited duration.

6. To appoint Julien Gailleton as class B director (gérant) for an unlimited duration.

7. To set the number of auditors at one (1) and to appoint Artemis as auditor of the Company for a period ending at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts of the financial year ending on 31 December 2014.

8. Miscellaneous.

The Shareholders passed the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to fully restate the articles of association of the Company without amending the corporate object of the Company, for the purpose of, among others, converting ordinary shares in class A ordinary shares and class B ordinary shares, setting the rights and obligations attached to the shares, deleting the authorised share capital, qualifying

the directors as class A and class B directors, amending the provisions related to the representation of the Company, introducing the concept of “Reserved Matters”, appointing an auditor and setting out the governance rules of the Company.

The articles of association of the Company will from now on read as follows:

”Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

1. Form - Corporate Name.

1.1 There hereby exists a société à responsabilité limitée (the “Company”) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (the “Laws”) and by the present articles of association (the “Articles”).

1.2 The Company may be composed of one single shareholder, owner of all the shares, or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

1.3 The Company exists under the name of “Marguerite Wind Butendiek S.à r.l.”.

2. Registered Office.

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg.

2.2 It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

2.3 However, the Board of Directors of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

2.4 Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on this Company’s nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Directors.

3. Object.

3.1 The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stocks, bonds, debentures, notes and other equity or debt instruments (convertible or not) of any kind (including but not limited to synthetic securities), and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships.

3.2 The Company may borrow in any form and proceed to the issue of bonds, debentures as well as any other type of equity or debt instruments (convertible or not).

3.3 In a general fashion it may grant, directly or indirectly, assistance to affiliated or group companies (including but not limited to the granting of any type of loan), take any controlling and/or supervisory measures and carry out any operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.4 In particular the Company may enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the property assets (present or future) of the undertaking or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any of its affiliated or group companies, or any director, manager or other agent of the Company or any of its affiliated or group companies, within the limits of any applicable law provision.

3.5 The Company may enter into any kind of credit derivative agreements, including but not limited to any type of swap agreements such as swap agreement under which the Company may provide credit protection to swap counterparty, any interest and/or currency exchange agreements and other financial derivative agreements.

3.6 The Company may further carry out any commercial, industrial or financial operations, as well as any transactions on real estate or on movable property.

4. Duration.

4.1 The Company is incorporated for an unlimited period.

4.2 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholder(s), voting with the quorum and majority rules set by the Laws or by the Articles, as the case may be pursuant to Article 27.

Chapter II. - Capital, Shares

5. Share capital.

5.1 The issued capital of the Company is set at thirty-seven thousand five hundred euro (EUR 37,500.-), represented by twenty-five thousand (25,000) class A ordinary shares (the “Class A Shares”) and twelve thousand five hundred (12,500) class B ordinary shares (the “Class B Shares”). Each issued share has a nominal value of one euro (EUR 1.-) and is fully paid-up.

5.2 The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles or by the Laws.

5.3 In addition to the issued capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

6. Shares.

6.1 Each share entitles to one vote.

6.2 The shares may only be in the form of registered shares.

6.3 Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

6.4 Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common representative, whether appointed amongst them or not.

6.5 When the Company is composed of a single shareholder, the single shareholder may freely transfer its shares.

6.6 When the Company is composed of several shareholders, the shares, except as otherwise provided for in the Articles and subject to the provisions of any agreement entered into between the shareholders and the Company from time to time, may be transferred freely amongst shareholders but the shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of shareholders representing at least three quarters (3/4) of the capital.

6.7 The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a private contract. Any such transfer is not binding upon the Company or upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, pursuant to article 1690 of the Luxembourg civil code.

6.8 The Company may acquire its own shares with a view to their immediate cancellation.

6.9 Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and of the resolutions validly adopted by the shareholder(s).

7. Increase and Reduction of Capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the shareholder(s) adopted in compliance with the quorum and majority rules set by the Articles or, as the case may be, by the Laws for any amendment of the Articles.

8. Incapacity, Death, Suspension of civil rights, Bankruptcy or Insolvency of a Shareholder. The incapacity, death, suspension of civil rights, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the shareholder(s) does not put the Company into liquidation.

Chapter III. - Management

9. Directors.

9.1 The Company shall be managed by a board of directors (conseil de gérance) (the “Board of Directors”) composed of three (3) directors (gérants), out of which two (2) shall be class A directors (collectively the “Class A Directors” and individually a “Class A Director”) and one (1) shall be a class B director (the “Class B Director”). The members of the Board of Directors (collectively the “Directors” and individually a “Director”) need not be shareholders themselves.

9.2 The Class A Directors shall be appointed amongst candidates proposed by the Class A Shareholder(s), while the Class B Director shall be appointed amongst candidates proposed by the Class B Shareholder(s).

9.3 The Directors will be appointed by the shareholder(s), who will determine the duration of their mandate. The Directors are eligible for re-appointment.

10. Removal of Directors. A Director may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the shareholder(s) and any replacement shall be made in accordance with composition and designation rights provided for in the Articles.

11. Remuneration of Directors. The Directors shall not be compensated for their services as Director, unless otherwise resolved by the shareholder(s).

12. Powers of the Board of Directors.

12.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company’s object.

12.2 All powers not expressly reserved by the Articles or by the Laws to the shareholder(s) or to the auditor(s) shall be within the competence of the Board of Directors.

13. Representation of the Company.

13.1 The Board of Directors may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees chosen by it.

13.2 The Company will be bound towards third parties by the joint signatures of any two (2) Directors.

13.3 The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person to whom special power has been delegated by the Board of Directors, but only within the limits of such special power.

14. Meetings of the Board of Directors.

14.1 The Board of Directors shall appoint from among its members a chairman (the “Chairman”). It shall also appoint from among its members a secretary, who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Directors (the “Secretary”).

14.2 The Chairman will be appointed amongst candidates proposed by the Class A Shareholder(s), while the Secretary shall be appointed amongst candidates proposed by the Class B Shareholder(s).

14.3 The Board of Directors will meet upon call by the Chairman, and in its absence the Secretary, upon request of any Director.

14.4 The Chairman, and in its absence the Secretary, will preside over all meetings of the Board of Directors.

14.5 Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least seven (7) Business Days’, or if the Board of Directors is due to resolve on the position to be adopted by the Company IC Members in the Butendiek Investor Committee, at least three (3) Business Days’ written notice of meetings of the Board of Directors shall be given in writing and transmitted by e-mail, courier or fax, except when a meeting is adjourned pursuant to Article 14.13.

14.6 Any such notice shall specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. If the Board of Directors is due to resolve on the position to be adopted by the Company IC Members in the Butendiek Investor Committee, the notice shall include the agenda and the nature of the business to be transacted and be accompanied by any relevant documents and be sent as soon as possible after the receipt by the Company IC Members of the agenda of the Butendiek Investor Committee meeting.

14.7 Within two (2) Business Days, or if the Board of Directors is due to resolve on the position to be adopted by the Company IC Members in the Butendiek Investor Committee, within one (1) Business Day of the date of the notice under Article 14.5, any Director may propose an item for inclusion in the agenda together with a related resolution to be proposed at such meeting.

14.8 If, following the convening of a meeting, any of the Directors indicates to the Chairman on the day of receipt of the notice for the meeting that it is not available at the time set for the meeting, the Chairman shall, to the extent possible, endeavour to reschedule the meeting on a different date, taking into account the availability of all Directors.

14.9 Notices may be waived by properly documented consent of each member of the Board of Directors. No separate notices are required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the Board of Directors.

14.10 The meetings of the Board of Directors shall be held in Luxembourg or, if the circumstances so require, at such other place as the Board of Directors may from time to time determine in writing.

14.11 Any Director may act at any meeting of the Board of Directors by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another Director as his proxy. Any Director may represent one or several members of the Board of Directors.

14.12 A quorum of the Board of Directors shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the Directors holding office.

14.13 In case a quorum is not present within half an hour of the time appointed for the meeting or if a quorum ceases to be present during the course of the meeting, the Directors present shall adjourn the meeting to a specified date and time not less than three (3) Business Days after the original date. Notice of the adjourned meeting shall be given to the Directors in accordance with Article 14.5.

14.14 One or more Directors may participate in a meeting by conference call, videoconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting. The decisions and votes made by any Director participating in a meeting in such a way shall be documented and confirmed by way of e-mails sent to the Chairman with a copy to each Director.

14.15 A written decision, signed by all the Directors, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Directors which was duly convened and held. Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Directors.

14.16 Decisions will be taken by a majority of the votes of the Directors present or represented at such meeting, except with respect to Reserved Matters, for which decisions will be taken in accordance with Article 14.17. The Chairman shall have no casting vote.

14.17 The following matters (the “Reserved Matters”) shall require unanimous prior approval of the Directors present or represented at the relevant meeting of the Board of Directors:

(i) the decision by the Company to grant any new security or to issue, to amend or, if applicable, to renew (except if on the same terms) any security required by any shareholder undertaking agreement as entered into from time to time;

(ii) the decision to deviate from the debt/equity ratio of capital contributions by the shareholder(s) as set out in any agreement entered into by the shareholder(s) and the Company from time to time;

(iii) the setting up, ceasing of activity of, winding up or liquidation (other than in case of liquidation induced by the Class A Shareholder(s) pursuant to the provisions of any agreement entered into between the shareholders and the Company from time to time) of the Company, as well as any transactions transferring all or part of the shares of or any material assets of the Company (including any restructuring transactions including mergers, demergers, contributions of businesses involving the Company) or application for the opening of any judicial pre-insolvency or insolvency proceedings for the Company;

(iv) a change to the general nature of the business of the Company, including but not limited to entering into new lines of business that are inconsistent with the current business model;

(v) all transactions which bind the Company for a sum of more than one hundred thousand euro (EUR 100,000.-);

(vi) all deeds and transactions with a shareholder or an Affiliate to a shareholder;

(vii) the sale, transfer or disposal of all or part of the Butendiek Stake or its enlargement;

(viii) any proposal of annual accounts of the Company submitted for approval to the general meeting of shareholders;

(ix) the entry into any employment contract or consultancy agreement; and

(x) the position to be adopted by the Company in the Butendiek Partners' Meeting on any matter requiring prior approval of the partners under any partnership agreement as entered into from time to time.

14.18 The approval of the Board of Directors shall not be required for any of the Reserved Matters if it has already been unanimously approved by the shareholders.

14.19 To the extent that the implementation of a decision on any of the Reserved Matters as listed in Article 14.17 requires by law a decision of the shareholder(s), the decision taken by the Board of Directors pursuant to Article 14.17 shall be limited to a proposal for a decision by the shareholders on the respective Reserved Matters which shall be submitted for approval to the general meeting of shareholders.

15. Directors' Liability - Indemnification.

15.1 No Director commits himself, by reason of his functions, to any personal obligation in relation to the commitments taken on behalf of the Company.

15.2 Directors are only liable for the performance of their duties.

16. Auditors.

16.1 Except where according to the Laws, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an approved statutory auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

16.2 The statutory or approved statutory auditors, if any, will be appointed by the shareholder(s), which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s), save in such cases where the approved statutory auditor may, as a matter of the Laws, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

17. Powers of the shareholders.

17.1 The shareholder(s) shall have such powers as are vested in them pursuant to the Laws, the Articles and in any agreement entered into between the shareholder(s) and the Company from time to time.

17.2 Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

18. Annual General Meeting.

18.1 The annual general meeting of shareholders, of which one must be held where the Company has more than twenty-five (25) shareholders, will be held each year on the last Thursday of May.

18.2 If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following Business Day.

19. Other General Meetings.

19.1 The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five (25). In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

19.2 General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgement of the Directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

20. Notice of General Meetings.

20.1 Unless there is only one single shareholder, the shareholders may also meet in a general meeting of shareholders upon issuance by the Chairman, of a convening notice in compliance with the Articles or the Laws, (i) upon request by any of the shareholders and, (ii) in cases where the interest of the Company requires it.

20.2 A general meeting of shareholders may further be convened by the Directors and, subsidiarily, by the statutory auditor(s) (if any).

20.3 A ten (10) Business Days' convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda, the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders and the wording of the proposed resolutions (if any). The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

20.4 The notice period shall start upon receipt of such notice by the shareholders. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice. All notices, shall be deemed to have been duly given if signed by the respective persons giving them and delivered by hand, or deposited in the mail (registered, return receipt requested), properly addressed and postage prepaid or by facsimile (provided the same is confirmed by mail, as above sent within one (1) day of dispatch) or by e-mail (confirmation of receipt requested) to the address of the shareholder.

20.5 Each shareholder shall be entitled to submit agenda topics for the general meeting on which the shareholders have to resolve upon. Such requests must be received by the Chairman, or, in case the Chairman is unavailable, the Secretary, in written form at least four (4) Business Days prior to the general meeting and such request shall complement the current agenda in chronological order. The Chairman, or, in case the Chairman is unavailable, the Secretary shall inform the shareholders without undue delay of such new agenda topics.

21. Attendance - Representation.

21.1 All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

21.2 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

22. Proceedings.

22.1 Any general meeting of shareholders shall be presided over by the Chairman or by a person designated by the Directors or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

22.2 The chairman of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

22.3 The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the persons attending the general meeting of shareholders.

22.4 The Chairman, the secretary and the scrutineer so appointed together form the board of the general meeting.

23. Vote.

23.1 At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements set for an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted by a simple majority of votes cast.

23.2 At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles or the Laws, for the purpose of (i) amending the Articles, (ii) approving the annual accounts of the Company, or (iii) approving a transfer by a shareholder of shares in the Company to a third party, the majority requirements shall, in addition to legal requirements, be a majority of at least three quarters (3/4) of the capital.

24. Minutes.

24.1 The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the shareholders present and may be signed by any shareholders or proxies of shareholders, who so request.

24.2 The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

24.3 Copies or extracts of the written resolutions adopted by the shareholders as well as of the minutes of the general meeting of shareholders to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by any two (2) Directors acting jointly.

Chapter V. - Business year

25. Business year.

25.1 The Company's financial year starts on the first day of January and ends on the last day of December each year.

25.2 At the end of each financial year, the Company's accounts are established by the Board of Directors and the Board of Directors prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

25.3 Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

26. Distribution of Profits.

26.1 The profits in respect of a financial year, after deduction of general and operating expenses, charges and depreciations, shall constitute the net profit of the Company in respect of that period.

26.2 From the net profit thus determined, five per cent (5%) shall be deducted and allocated to a legal reserve fund. That deduction will cease to be mandatory when the amount of the legal reserve fund reaches ten per cent (10%) of the Company's nominal capital.

26.3 To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by law and by these Articles, the Board of Directors shall propose that cash available for remittance be distributed.

26.4 The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the shareholders.

26.5 Interim dividends may be distributed by the Board of Directors in accordance with the law and provided each time that the Board of Directors has previously taken every measure necessary in order to ascertain the existence of distributable sums within the meaning of the law.

Chapter VI. - Liquidation

27. Liquidation.

27.1 The liquidation of the Company can only be decided in accordance with the Laws and the provisions of any agreement entered into between the Company and the shareholders from time to time.

27.2 The liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

28. Applicable law. Reference is made to the provisions of the Laws for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Chapter VIII. - Definitions

29. Definitions. The following terms, when capitalized, will have the meaning ascribed to them in this Article:

Affiliate	means any corporation which, in relation to the person concerned (if a corporation), controls (directly or indirectly) such person or is controlled (directly or indirectly) by such person or by a corporation controlling (directly or indirectly) such person; for these purposes "Control" means (i) the holding of a majority of the voting rights or the right to exercise such majority of voting rights pursuant to an agreement; or (ii) the right to nominate or elect a majority of the members of the board of directors; provided that, unless otherwise expressly provided in any agreement entered into between the Company and the shareholders from time to time, the Company shall neither be deemed to be the Class A Shareholder(s)' Affiliate nor the Class B Shareholder(s)' Affiliate. For the avoidance of doubt, an Affiliate within the meaning shall also be (i) any company or fund which is managed or advised by a company which is an Affiliate of the Class B Shareholder(s) or (ii) any company or fund which is managed or advised by a company which is an Affiliate of the Class A Shareholder(s).
Articles	has the meaning set forth in Article 1.1.
Board of Directors	has the meaning set forth in Article 9.1.
Business Day	means a day on which banks are generally open for business in Luxembourg and France, except in the case of Article 14 where it shall mean a day on which banks are generally open for business in Germany.
Butendiek Investor Committee	means a corporate body at the level of the Project Company composed of representatives of its limited partners.
Butendiek Partners' Meeting	means the partners' meeting of the Project Company.
Butendiek Stake	means a participation held by the Company in the Project Company in the form of a limited partner's interest.
Company	has the meaning set forth in Article 1.1.
Class A Directors	has the meaning set forth in Article 9.1.
Class B Director	has the meaning set forth in Article 9.1.
Class A Shareholder	means the holder of Class A Share(s).
Class A Shares	has the meaning set forth in Article 5.1.
Class B Shareholder	means the holder of Class B Share(s).
Class B Shares	has the meaning set forth in Article 5.1.
Company IC Members	means two members of the Butendiek Investor Committee nominated by the

	Company.
Director	has the meaning set forth in Article 9.1.
Directors	has the meaning set forth in Article 9.1.
General Partner	means OWP Butendiek Verwaltungs GmbH.
Laws	has the meaning set forth in Article 1.1.
Project Company	OWP Butendiek GmbH & Co. KG, a special purpose vehicle in the legal form of a German limited partnership with a German limited liability company as general partner.
Reserved Matters	has the meaning set forth in Article 14.17.
“	

Second resolution

The Shareholders resolved to re-qualify (i) the twenty-five thousand (25,000) ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each held by Marguerite Holdings S.à r.l. into twenty-five thousand (25,000) class A ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each and (ii) twelve thousand five hundred (12,500) ordinary shares held by CDC Infrastructure with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each into twelve thousand five hundred (12,500) class B ordinary shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

Third resolution

The Shareholders resolved to accept the resignations of Nicolas Merigo, director (gérant) and Michael Dedieu, director (gérant), with effect as of the date hereof.

Fourth resolution

The Shareholders resolved to set the number of directors (gérants) of the Company at three (3), out of which two (2) shall be class A directors (gérants) and one (1) shall be a class B director (gérant).

Fifth resolution

The Shareholders resolved to redesignate the existing directors (gérants), David Harrison and William Pierson, as class A directors (gérants) of the Company for an unlimited duration, with effect as of the date hereof.

Sixth resolution

The Shareholders resolved to appoint Julien Gailleton, investment director at CDC Infra, born in Tassin-la-Demi-Lune, France, on 26 February 1979, and residing at 7, avenue Rachel, 75018 Paris, France, as class B director (gérant) of the Company for an unlimited duration, with effect as of the date hereof.

Seventh resolution

The Shareholders resolved to set at one (1) the number of auditors and further resolved to appoint the following company for a period starting with the audit of the financial statements for the period ending on 31 December 2013 and ending at the annual general meeting of shareholders approving the annual accounts of the financial year ending on 31 December 2014:

Artemis Audit & Advisory, a société à responsabilité limitée, having its registered seat at 25 A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies under number B166716.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, who are known to the undersigned notary by their surname, first name, civil status and residence, such persons signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille treize, le cinquième jour du mois de décembre,

par devant nous, Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

ont comparu:

(1) Marguerite Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-), dont le siège social est au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162622 (“Marguerite”); et

(2) CDC Infrastructure, une société anonyme régie par le droit français, dont le siège social est au 56, rue de Lille, F-75007 Paris, et enregistrée sous le numéro 450 055 090 (“CDC Infra”).

Marguerite est représentée aux fins des présentes par David S. HARRISON et Michael DEDIEU, agissant en tant que gérants.

CDC Infra est représentée aux fins des présentes par Patrick Vandevoorde, Directeur Général.

Les parties mentionnées ci-dessus sont collectivement référencées comme étant les «Associés».

Les Associés ont demandé au notaire soussigné d'acter que les Associés sont tous les associés de Marguerite Wind Butendiek S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, avec un capital social de trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-), ayant son siège social au 1-3, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 172706 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné, du 8 novembre 2012 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations du 11 décembre 2012, numéro 2996. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire soussigné, du 29 novembre 2013, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Les Associés, représentés tel que mentionné ci-dessus, reconnaissent avoir été dûment et pleinement informés des résolutions à prendre sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Modifier intégralement les statuts de la Société sans modifier l'objet social de la Société, afin de, entre autre chose, convertir les parts sociales ordinaires en parts sociales ordinaires de catégorie A et parts sociales ordinaires de catégorie B, déterminer les droits et obligations attachés aux parts sociales, supprimer le capital autorisé, classifier les gérants en gérants de catégorie A et gérants de catégorie B, modifier les règles sur le représentation de la Société, introduire le concept de “Questions Réservées”, nommer un commissaire et définir les règles de gouvernance de la Société.

2. Re-qualifier (i) les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune détenues par Marguerite Holdings S.à r.l. en vingt-cinq mille (25.000) parts sociales ordinaires de catégorie A ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et (ii) les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune détenues par CDC Infrastructure en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de catégorie B ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

3. Accepter la démission de Nicolas Merigo, gérant et de Michael Dedieu, gérant.

4. Fixer le nombre des gérants à trois (3), comprenant deux (2) gérants de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B.

5. Requalifier les gérants existants en tant que gérants de catégorie A pour une durée illimitée.

6. Nommer Julien Gailleton en tant que gérant de catégorie B pour une durée illimitée.

7. Fixer le nombre des commissaires à un (1) et nommer Artemis en tant que commissaire pour une période prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle des associés approuvant les comptes annuels de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2014.

8. Divers.

Les Associés ont adopté les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés ont décidé de modifier intégralement les statuts de la Société, sans modifier l'objet social de la Société, afin de, entre autre chose, convertir les parts sociales ordinaires en parts sociales ordinaires de catégorie A et parts sociales ordinaires de catégorie B, déterminer les droits et obligations attachés aux parts sociales, supprimer le capital autorisé, classifier les gérants en gérants de catégorie A et gérants de catégorie B, modifier les règles sur le représentation de la Société, introduire le concept de “Questions Réservées”, nommer un commissaire et définir les règles de gouvernance de la Société.

Les statuts de la Société seront désormais rédigés de la manière suivante:

«Titre I^{er} . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

1. Forme - Dénomination.

1.1 Il existe une société à responsabilité limitée (la «Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (les «Lois»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

1.2 La Société peut comporter un associé unique, propriétaire de la totalité des parts sociales, ou plusieurs associés dans la limite de quarante (40) associés.

1.3 La Société porte la dénomination «Marguerite Wind Butendiek S.à r.l.».

2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

2.2 Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

2.3 Toutefois, le Conseil de Gérance de la Société est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

2.4 Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance.

3. Objet.

3.1 L'objet de la Société est la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par l'achat, la souscription ou de toute autre manière, ainsi que le transfert par vente, échange ou autre, d'actions, d'obligations, de reconnaissances de dettes, notes ou autres instruments de capital ou de dettes (convertibles ou non) de quelque forme que ce soit (y compris, sans que cela soit limitatif, des titres de couverture synthétique), et la propriété, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut en outre prendre des participations dans des sociétés de personnes.

3.2 La Société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations, de reconnaissances de dettes ainsi que tous autres types d'instruments de capital ou de dettes (convertibles ou non).

3.3 D'une façon générale, elle peut accorder une assistance directe ou indirecte aux sociétés affiliées ou aux sociétés du groupe (y compris, sans que cela soit limitatif, l'octroi de tout type de prêt), prendre toutes mesures de contrôle et / ou de supervision et accomplir toute opération qui pourrait être utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

3.4 La Société pourra notamment accorder toutes garanties, mettre en gage ou fournir toutes autres formes de sûretés, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des actifs (présents ou futurs) de l'entreprise, ou par l'une ou l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de toute société apparentée ou du groupe ou de tout administrateur, gérant ou autre mandataire de la Société ou de toute société apparentée ou du groupe, dans les limites de la loi.

3.5 La Société pourra conclure toute forme de contrats de crédit dérivés, en ce compris, sans que cela soit limitatif, tout type de contrat de swap, tel que des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contre - partie, tout contrat d'échange sur devises ou taux d'intérêts et tout autre contrat sur des produits dérivés.

3.6 La Société pourra en outre effectuer toute opération commerciale, industrielle ou financière, ainsi que toute transaction sur des biens mobiliers ou immobiliers.

4. Durée.

4.1 La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2 La Société peut être dissoute à tout moment par une résolution des associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par les Lois ou par les Statuts, le cas échéant conformément à l'Article 27.

Titre II. - Capital, Parts sociales

5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à trente-sept mille cinq cents euros (EUR 37.500,-), représenté par vingt-cinq mille (25.000) parts sociales ordinaires de catégorie A (les «Parts Sociales de Catégorie A») et douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de catégorie B (les «Parts Sociales de Catégorie B»). Chaque part sociale émise a une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) et est entièrement libérée.

5.2 Les droits et obligations attachés aux parts sociales sont identiques sauf stipulation contraire des Statuts ou des Lois.

5.3 En plus du capital émis, un compte prime d'émission peut être établi sur lequel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les parts sociales en plus de la valeur nominale. Le solde de ce compte prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix des parts sociales que la Société a rachetées à ses associés, pour compenser toute perte nette réalisée, pour distribuer des dividendes aux associés ou pour affecter des fonds à la réserve légale.

6. Parts Sociales.

6.1 Chaque part sociale donne droit à une voix.

6.2 Les parts sociales revêtiront la forme nominative.

6.3 Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la Société.

6.4 Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un représentant commun désigné ou non parmi eux.

6.5 Lorsque la Société se compose d'un seul associé, l'associé unique peut librement céder ses parts sociales.

6.6 Lorsque la Société compte plusieurs associés, sauf dispositions contraires des statuts et sous réserve des conditions fixées dans tout contrat conclu entre les associés et la Société de temps à autre, les parts sociales sont librement cessibles entre eux et les parts sociales ne peuvent être cédées à des non-associés qu'avec l'autorisation des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

6.7 Le transfert des parts sociales doit être constaté par un acte notarié ou par un acte sous seing privé. Une telle cession n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après avoir été dûment notifiée à la Société ou acceptée par la Société, conformément à l'article 1690 du code civil luxembourgeois.

6.8 La Société peut acquérir ses propres parts sociales en vue de leur annulation immédiate.

6.9 La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux résolutions valablement adoptées par les associés.

7. Augmentation et Réduction de Capital. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou plusieurs fois, par une résolution des associés adoptée aux conditions de quorum et de majorité requises par les Statuts ou, le cas échéant, par les Lois pour toute modification des Statuts.

8. Incapacité, Décès, Suspension des droits civils, Faillite ou Insolvabilité d'un Associé. L'incapacité, le décès, la suspension des droits civils, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant un associé n'entraîne pas la mise en liquidation de la Société.

Titre III. - Gérance

9. Gérants.

9.1 La Société est gérée et administrée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance») composé de trois (3) gérants, dont deux (2) devront être gérants de catégorie A (collectivement les «Gérants de Catégorie A» et individuellement le «Gérant de Catégorie A») et un (1) devra être gérant de catégorie B (le «Gérant de Catégorie B»). Les membres du Conseil de Gérance (collectivement les «Gérants» et individuellement un «Gérant») n'ont pas besoin d'être associés.

9.2 Les Gérants de Catégorie A seront nommés parmi les candidats proposés par les Associés de Catégorie A, tandis que le Gérant de Catégorie B sera nommé parmi les candidats proposés par les Associés de Catégorie B.

9.3 Les Gérants seront nommés par les associés, qui détermineront la durée de leur mandat. Le mandat des Gérants pourra être renouvelé.

10. Révocation des Gérants. Un Gérant pourra être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés et tout remplacement devra être fait en conformité avec les droits de composition et de désignation prévus par les Statuts.

11. Rémunération des Gérants. Les Gérants ne seront pas rémunérés pour leurs services en tant que Gérant, sauf s'il en est décidé autrement par les associés.

12. Pouvoirs du Conseil de Gérance.

12.1 Le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet de la Société.

12.2 Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par les Statuts ou par les Lois aux associés ou au(x) commissaire(s) relèvent de la compétence du Conseil de Gérance.

13. Représentation de la Société.

13.1 Le Conseil de Gérance peut déléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou des fonctions spécifiques permanentes ou temporaires à des personnes ou des comités de son choix.

13.2 La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux (2) Gérants.

13.3 La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les Gérants, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

14. Réunions du Conseil de Gérance.

14.1 Le Conseil de Gérance désigne parmi ses membres un président (le «Président»). Il nomme également parmi ses membres un secrétaire, qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance (le «Secrétaire»).

14.2 Le Président sera nommé parmi les candidats proposés par les Associés de Catégorie A, tandis que le Secrétaire sera nommé parmi les candidats proposés par les Associés de Catégorie B.

14.3 Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du Président et, en son absence, du Secrétaire, à la demande de tout Gérant.

14.4 Le Président, et en son absence, le Secrétaire, présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance.

14.5 Sauf en cas d'urgence ou avec l'accord préalable de tous ceux qui ont le droit d'y assister, sept (7) Jours Ouvrables au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, ou si le Conseil de Gérance doit se prononcer sur la position devant être adoptée par les Membres IC de la Société au sein du Comité des Investisseurs Butendiek, trois (3) Jours Ouvrables au moins avant la date prévue pour la réunion du Conseil de Gérance, une convocation écrite devra être transmise par e-mail, porteur ou fax, sauf si une réunion est ajournée conformément à l'Article 14.13.

14.6 Toute convocation écrite doit préciser la date et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter. Si le Conseil de Gérance est convoqué pour se prononcer sur la position devant être adoptée par les Membres IC de la Société au sein du Comité des Investisseurs Butendiek, l'avis doit comporter l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter et doit être accompagné de tout document utile et doit être envoyé dès que possible après la réception par les Membres IC de la Société de l'ordre du jour de la réunion du Comité des Investisseurs Butendiek.

14.7 Dans les deux (2) Jours Ouvrables ou, si le Conseil de Gérance doit se prononcer sur la position devant être adoptée par les Membres IC de la Société au sein du Comité des Investisseurs Butendiek, le lendemain de la date de la convocation prévue à l'Article 14.5, tout Gérant peut proposer un point à inclure dans l'ordre du jour ainsi qu'une résolution correspondante qui sera soumise au vote lors de la réunion.

14.8 Si à la suite de la convocation d'une réunion, un Gérant indique au Président le jour de la réception de la convocation qu'il n'est pas disponible à la date fixée pour la réunion, le Président doit, dans la mesure du possible, faire en sorte de reporter la réunion à une date différente, en tenant compte de la disponibilité de tous les Gérants.

14.9 Il pourra être renoncé à la convocation par un accord correctement consigné de chaque membre du Conseil de Gérance. Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le Conseil de Gérance.

14.10 Toutes les réunions du Conseil de Gérance se tiendront à Luxembourg ou, si les circonstances l'exigent, à tout autre endroit que le Conseil de Gérance pourra déterminer par écrit de temps à autre.

14.11 Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance en désignant par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre Gérant comme son mandataire. Tout Gérant peut représenter un ou plusieurs membres du Conseil de Gérance.

14.12 Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des Gérants en fonction est présente ou représentée.

14.13 Dans le cas où le quorum n'est pas atteint dans la demi-heure de l'heure fixée pour la réunion ou si le quorum cesse d'être atteint au cours de la réunion, les Gérants présents devront ajourner la réunion à une date et une heure se situant au moins trois (3) Jours Ouvrables après la date initiale. La convocation de la réunion ajournée devra être donnée aux Gérants conformément à l'Article 14.5.

14.14 Un ou plusieurs Gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Les décisions et les votes émis par un Gérant participant ainsi à une réunion doivent être documentés et confirmés au moyen d'un courrier électronique envoyé au Président, avec copie à chacun des Gérants.

14.15 Une décision écrite, signée par tous les Gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signée par un ou plusieurs Gérants.

14.16 Les décisions seront prises à la majorité des voix des Gérants présents ou représentés à cette réunion, sauf en ce qui concerne les Affaires Réservées, pour lesquelles les décisions seront prises conformément à l'Article 14.17. Le Président n'a pas de voix prépondérante.

14.17 Les sujets suivants (les «Affaires Réservées») exigent l'approbation préalable et unanime des Gérants présents ou représentés à la réunion concernée du Conseil de Gérance:

(i) la décision de la Société d'accorder une nouvelle sûreté ou d'émettre, de modifier ou, le cas échéant, de renouveler (sauf si cela est fait dans les mêmes conditions) toute sûreté requise par tout accord d'engagements d'associés conclu de temps à autre;

(ii) la décision de s'écarter du ratio d'endettement en ce qui concerne les apports en capital par les associés tel que fixé dans tout accord conclu par les associés et la Société de temps à autre;

(iii) la mise en place, la cessation d'activité ou la liquidation (sauf en cas de liquidation provoquée par les Associés de Catégorie A conformément aux dispositions de tout accord conclu entre les associés et la Société de temps à autre) de la Société, ainsi que toutes les opérations consistant à transférer tout ou partie des parts sociales ou d'actifs importants de la Société (y compris toute opération de restructuration et notamment les fusions, scissions, apports d'entreprises impliquant la Société) ou de la demande d'ouverture d'une procédure collective ou de faillite pour la Société;

(iv) la modification de la nature générale de l'objet de la Société, y compris sans que cela soit limitatif, l'entrée dans de nouveaux secteurs d'activité incohérents avec le modèle économique actuel;

(v) toutes les opérations qui obligent la Société pour un montant qui s'élève à plus de cent mille euros (EUR 100.000,-);

(vi) tous les actes et opérations avec un associé ou un Affilié d'un associé;

(vii) la cession ou le transfert de tout ou partie de la Participation Butendiek ou son augmentation;

- (viii) tout projet de comptes annuels de la Société soumis à l'approbation de l'assemblée générale des associés;
- (ix) la conclusion de tout contrat de travail ou contrat de consultant; et
- (x) la position à adopter par la Société lors de l'Assemblée des Associés Butendiek concernant toute question nécessitant l'approbation préalable des associés conformément à tout accord de partenariat conclu de temps à autre.

14.18 L'approbation du Conseil de Gérance ne sera pas nécessaire pour les Affaires Réservées déjà approuvées à l'unanimité par les associés.

14.19 Dans tous les cas où la loi requiert une décision des associés pour la mise en oeuvre de toute décision concernant les Affaires Réservées énumérées à l'Article 14.17, la décision prise par le Conseil de Gérance conformément à l'Article 14.17 devra être limitée à une proposition en vue d'une résolution des associés sur les Affaires Réservées concernées qui devra être soumise à l'approbation de l'assemblée générale des associés.

15. Responsabilité des Gérants - Indemnité.

15.1 Les Gérants n'engagent pas leur responsabilité personnelle lorsque, dans l'exercice de leurs fonctions, ils prennent des engagements pour le compte de la Société.

15.2 Les Gérants sont uniquement responsables de l'accomplissement de leurs devoirs.

16. Commissaires.

16.1 Sauf lorsque, conformément aux Lois, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un ou plusieurs commissaires qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes associés.

16.2 Le(s) commissaire(s) ou réviseur(s) d'entreprises agréé(s) seront, le cas échéant, nommés par les associés qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associés sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par dispositions des Lois, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Titre IV. - Assemblée générale des associés

17. Pouvoirs des associés.

17.1 Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Statuts, les Lois et tout accord conclu entre les associés et la Société de temps à autre.

17.2 Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés.

18. Assemblée générale annuelle.

18.1 L'assemblée générale annuelle des associés, qui doit se tenir au cas où la Société a plus de vingt-cinq (25) associés, aura lieu le dernier jeudi du mois de mai de chaque année.

18.2 Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier Jour Ouvrable suivant.

19. Autres assemblées générales.

19.1 La tenue des assemblées générales n'est pas obligatoire quand le nombre des associés n'est pas supérieur à vingt-cinq (25). Dans ce cas, chaque associé recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre et émettra son vote par écrit.

19.2 Les assemblées générales des associés, y compris l'assemblée générale annuelle des associés se tiendront au siège social de la Société ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg, et peuvent être tenues à l'étranger si, de l'avis des Gérants, qui est définitif, des circonstances de force majeure l'exigent.

20. Convocation des Assemblées Générales.

20.1 A moins qu'il n'y ait qu'un associé unique, les associés peuvent aussi se réunir en assemblées générales, conformément aux conditions fixées par les Statuts ou les Lois, sur convocation du Président, (i) à la suite d'une demande d'un associé et (ii) dans les cas où l'intérêt de la Société l'exige.

20.2 Une assemblée générale des associés peut également être convoquée par les Gérants et, subsidiairement, par le ou les commissaires (s'il en existe).

20.3 Une convocation envoyée dix (10) Jours Ouvrables avant la date prévue pour l'assemblée aux associés indiquera la date et le lieu de la réunion ainsi que l'ordre du jour, la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des associés et, le cas échéant, le libellé des résolutions proposées. L'ordre du jour d'une assemblée générale des associés doit également, le cas échéant, décrire toute proposition de modifications aux Statuts et, le cas échéant, préciser le texte des changements affectant l'objet ou la forme de la Société.

20.4 Le délai de convocation commence à courir à la réception de la convocation par les associés. Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, la réunion peut être tenue sans convocation préalable. Toutes les convocations sont réputées avoir été effectivement transmises si elles sont signées par les personnes les ayant remises en main propre, ou envoyées par

courrier (recommandé, avec accusé de réception), correctement adressé et affranchi, ou par télécopieur (à condition que la convocation soit confirmée par courrier, comme indiqué ci-dessus, envoyé comme indiqué ci-avant le lendemain de l'envoi) ou par courrier électronique (avec demande de confirmation de réception) à l'adresse de l'associé.

20.5 Chaque associé aura le droit de soumettre des sujets à l'ordre du jour de l'assemblée générale sur lesquels les associés devront se prononcer. Ces demandes doivent être reçues par le Président, ou, dans le cas où le Président est indisponible, le Secrétaire, sous forme écrite au moins quatre (4) Jours Ouvrables avant l'assemblée générale, cette demande devant compléter l'ordre du jour actuel dans un ordre chronologique. Le Président, ou, dans le cas où le Président est indisponible, le Secrétaire, informe les associés sans délai des nouveaux sujets à l'ordre du jour.

21. Présence - Représentation.

21.1 Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des associés.

21.2 Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

22. Procédure.

22.1 Toute assemblée générale des associés est présidée par le Président ou par une personne désignée par les Gérants, ou, faute d'une telle désignation par les Gérants, par une personne désignée par l'assemblée générale des associés.

22.2 Le Président de l'assemblée générale des associés désigne un secrétaire.

22.3 L'assemblée générale des associés élit un (1) scrutateur parmi les personnes participant à l'assemblée générale des associés.

22.4 Le Président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale.

23. Vote.

23.1 Lors d'une assemblée générale des associés autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité requises pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple des voix exprimées.

23.2 Lors d'une assemblée générale des associés, convoquée conformément aux Statuts ou aux Lois, en vue de (i) la modification des Statuts, (ii) l'approbation des comptes annuels de la Société, ou (iii) l'approbation de la cession par un associé de parts sociales dans la Société à un tiers, la majorité requise, en plus des exigences légales, sera une majorité d'au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

24. Procès-verbaux.

24.1 Les procès-verbaux des assemblées générales doivent être signés par les associés présents et peuvent être signés par tous les associés ou mandataires d'associés qui en font la demande.

24.2 Les résolutions adoptées par l'associé unique seront établies par écrit et signées par l'associé unique.

24.3 Les copies ou extraits des résolutions écrites adoptées par les associés, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales à produire en justice ou ailleurs sont signés par deux (2) Gérants agissant conjointement.

Titre V. - Exercice social

25. Exercice social.

25.1 L'exercice social de la Société commence le premier jour de janvier et se termine le dernier jour de décembre chaque année.

25.2 Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis par le Conseil de Gérance et le Conseil de Gérance prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

25.3 Chaque associé peut prendre connaissance dudit inventaire et du bilan au siège social de la Société.

26. Distribution des Profits.

26.1 Les profits d'un exercice social, après déduction des frais généraux et opérationnels, des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période.

26.2 Le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) sera prélevé pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social.

26.3 Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société tant dans le respect de des Lois que des Statuts, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

26.4 La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des associés.

26.5 Des acomptes sur dividendes pourront être distribués par le Conseil de Gérance en conformité avec la loi et à condition que le Conseil de Gérance ait déjà pris toute mesure nécessaire afin de déterminer l'existence d'un bénéfice distribuable au sens de la loi.

Titre VI. - Liquidation

27. Liquidation.

27.1 La liquidation de la Société ne peut être décidée qu'en conformité avec les Lois et les dispositions de tout accord conclu entre la Société et les associés de temps à autre.

27.2 La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Titre VII. - loi applicable

28. Loi applicable. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence aux Lois.

Titre VIII. - Définitions

29. Définitions. Les termes suivants, lorsqu'ils commencent par une lettre majuscule, auront la signification qui leur est attribuée dans le présent Article:

Affilié	désigne toute personne morale qui, en relation avec la personne concernée (si celle-ci est une société), contrôle (directement ou indirectement) cette personne ou est contrôlée (directement ou indirectement) par cette personne ou par une société contrôlant (directement ou indirectement) cette personne; dans ce contexte "contrôle" signifie (i) la détention d'une majorité des droits de vote ou du droit d'exercer la majorité des droits de vote en vertu d'un accord; ou (ii) le droit de nommer ou d'élire une majorité des membres du conseil d'administration; à condition que, sauf disposition contraire mentionnée dans tout accord conclu entre la Société et les associés de temps à autre, la Société ne puisse jamais être considérée ni comme l'Affilié des Associés de Catégorie A ni comme l'Affilié des Associés de Catégorie B. Afin d'éviter toute incertitude, un Affilié, au sens ainsi défini, sera également: (i) une société ou un fonds qui est géré ou conseillé par une société qui est un Affilié des Associés de Catégorie B ou (ii) une société ou un fonds qui est géré ou conseillé par une société qui est un Affilié des Associés de Catégorie A.
Affaires Réservées	a la signification énoncée à l'Article 14.17.
Assemblée des Associés	signifie l'assemblée des associés de la Société de Projet.
Butendiek	
Associé Commandité	signifie OWP Butendiek Verwaltungs GmbH.
Associé de Catégorie A	signifie le titulaire de Parts Sociales de Catégorie A.
Associé de Catégorie B	signifie le titulaire de Parts Sociales de Catégorie B.
Comité des Investisseurs	signifie un organe social au niveau de la Société de Projet composée de représentants de ses associés commanditaires.
Butendiek	
Conseil de Gérance	a la signification énoncée à l'Article 9.1.
Gérant	a la signification énoncée à l'Article 9.1.
Gérants	a la signification énoncée à l'Article 9.1.
Gérant de Catégorie A	a la signification énoncée à l'Article 9.1.
Gérant de Catégorie B	a la signification énoncée à l'Article 9.1.
Jour Ouvrable	signifie un jour où les banques sont généralement ouvertes au Luxembourg et en France, sauf pour les besoins de l'Article 14 où ce terme signifie un jour où les banques sont généralement ouvertes en Allemagne.
Lois	a la signification énoncée à l'Article 1.1.
Membres IC de la Société	signifie deux membres du Comité des Investisseurs Butendiek nommés par la Société.
Participation Butendiek	signifie une participation détenue par la Société dans la Société de Projet sous la forme d'une participation d'associé commanditaire.
Parts Sociales de Catégorie A	a la signification énoncée à l'Article 5.1.
Parts Sociales de Catégorie B	a la signification énoncée à l'Article 5.1.
Société	a la signification énoncée à l'Article 1.1.
Société de Projet	OWP Butendiek GmbH & Co. KG, un véhicule ad-hoc sous la forme juridique d'une société en commandite de droit allemand avec une société à responsabilité limitée de droit allemand comme associé commandité.
Statuts	a la signification énoncée à l'Article 1.1.

»

Deuxième résolution

Les Associés ont décidé de requalifier (i) les vingt-cinq mille (25.000) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune détenues par Marguerite Holdings S.à r.l. en vingt-cinq mille (25.000) parts sociales ordinaires de catégorie A ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, et (ii) les douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune détenues par CDC Infrastructure en douze mille cinq cents (12.500) parts sociales ordinaires de catégorie B ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Troisième résolution

Les Associés ont décidé d'accepter la démission de Nicolas Merigo, gérant et de Michael Dedieu, gérant, avec effet à compter de la date des présentes.

Quatrième résolution

Les Associés ont décidé de fixer le nombre des gérants à trois (3), dont deux (2) gérants de catégorie A et un (1) gérant de catégorie B.

Cinquième résolution

Les Associés ont décidé de qualifier les gérants existants, David Harrison et William Pierson, de gérants de catégorie A de la Société pour une durée illimitée, avec effet à compter de la date des présentes.

Sixième résolution

Les Associés ont décidé de nommer Julien Gailleton, directeur d'investissement chez CDC Infra, né le 26 février 1979 à Tassin-la-Demi-Lune, France, et résidant au 7, avenue Rachel, 75018 Paris, France, en tant que gérant de catégorie B de la Société pour une durée illimitée, avec effet à compter de la date des présentes.

Septième résolution

Les Associés ont décidé de fixer à un (1) le nombre de commissaires et ont de plus décidé de nommer la société suivante pour une période débutant lors de l'audit des états financiers pour la période se terminant le 31 décembre 2013 et prenant fin lors de l'assemblée générale annuelle des associés approuvant les comptes annuels de l'exercice social se terminant le 31 décembre 2014:

Artemis Audit & Advisory, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 25 A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, immatriculé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B166716.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toute nature qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à environ mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Rien d'autre n'étant prévu à ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise déclare par la présente qu'à la demande des comparants ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande des mêmes comparants, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, passé à Luxembourg par le notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite aux comparants connus du notaire soussigné par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec, le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Harrison, Dedieu, Vandevoorde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 13 décembre 2013. Relation: EAC/2013/16464. Reçu soixante-quinze euros 75,00€.

Le Receveur (signé): A. Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014049945/861.

(140056772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Gilmour Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 113.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 167.249.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty fourth day of March.

Before Us, Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders of Gilmour Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the RCS) under number B 167249, and having a share capital of one hundred thirteen thousand five hundred Pounds Sterling (GBP 113,500.-) (the Company). The Company has been incorporated on February 17, 2012 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 946, on April 12, 2012. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended on July 11, 2012 pursuant to a deed of Maître Henry Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations under number 2475 and 2476, on October 4, 2012.

There appeared:

1. WESTPORT INVESTMENTS S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 155231, and having a share capital of one hundred twenty five thousand Pounds Sterling (GBP 125,000.-),

here represented by Ms Monique Drauth, notary clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on March 24, 2014;

2. FREP Holdings Canada I L.P., a limited partnership established under the laws of Alberta, Canada, having its registered office at 1100-10830 Jasper Avenue, Edmonton, Alberta, Canada T5J 2B3,

here represented by Ms Monique Drauth, notary clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on March 21, 2014, and

3. LONDAC NO 1 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the RCS under number B 168146, and having a share capital of twelve thousand five hundred Euros (EURO 12,500.-),

here represented by Ms Monique Drauth, notary clerk, with professional address in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal on March 24, 2014;

(hereinafter collectively the Shareholders).

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Shareholders, represented as stated above, have unanimously requested the undersigned notary to record the following:

First resolution

The Shareholders decide to amend the Art. 17.1 of the Articles which will henceforth read as follows:

Art. 17.1.

17.1 The Company shall be managed by a Board comprised of up to seven (7) Managers who need not be Shareholders, as follows:

(a) up to two (2) Sub-Class 2 Managers appointed in accordance with Articles 17.2 below and 17.6 below, both of whom (while the Company shall be tax resident in Luxembourg) shall at all times be Resident Managers;

(b) up to two (2) Sub-Class 1 Managers appointed in accordance with Articles 17.3 and 17.6 below, of which (while the Company shall be tax resident in Luxembourg) at least one (1) shall at all times be a Resident Manager; and

(c) up to three (3) Sub-Class 3 Managers appointed in accordance with Articles 17.4 and 17.6 below, of which (while the Company shall be tax resident in Luxembourg) at least one (1) shall at all times be a Resident Manager”.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at one thousand Euro (EUR 1,000.-).

There being no other business on the agenda, the meeting was closed.

The undersigned notary who knows and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing persons, who is known to the undersigned notary by his surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-quatre mars.

Pardevant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des associés de Gilmour Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 46A, avenue J.F. Kennedy L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg (le «RCS») sous le numéro B 167249 et ayant un capital social de cent treize mille cinq cents Livres Sterling (GBP 113.500,-) (la «Société»). La Société a été constituée le 17 février 2012 suivant un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 946 du 12 avril 2012. Les statuts de la Société (les «Statuts») ont été modifiés le 11 juillet 2012 suivant un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations sous les numéros 2475 et 2476 du 4 octobre 2012.

A comparu:

1. WESTPORT INVESTMENTS S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 46a, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au RCS sous le numéro B 155231 et ayant un capital social de cent vingt-cinq mille Livres Sterling (GBP 125.000,-),

ici représentée par Mme Monique Drauth, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 24 mars 2014;

2. FREP Holdings Canada I L.P., une société en commandite établie selon le droit d'Alberta, Canada, ayant son siège social au 110-10830 Jasper Avenue Edmonton, Alberta, Canada T5J 2B3,

ici représentée par Mme Monique Drauth, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 21 mars 2014, et

3. LONDAC NO 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée, organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, avec siège social au 7, Val Sainte-Croix, L-1371 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au RCS sous le numéro B 168146 et ayant un capital social de douze mille cinq cents Euros (EURO 12.500,-),

ici représentée par Mme Monique Drauth, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 24 mars 2014,

(ci-après collectivement les "Associés").

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur par la mandataire des parties comparantes, ainsi que par le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte notarié pour être soumises ensemble aux formalités d'enregistrement.

Les Associés, représentés comme dit ci-avant, ont unanimement requis le notaire soussigné d'acter ce qui suit:

Première résolution

Les Associés ont décidé de modifier l'art. 17.1 qui devra être lu comme suit:

Art. 17.1.

«17.1 La Société est administrée par un conseil composé de sept (7) Gérant(s) maximum qui n'a (ont) pas besoin d'être Associés, comme suit:

(a) jusqu'à deux (2) Gérants de Sous-Classe 2 nommés en accord avec les Articles 17.2 et 17.6 ci-dessous, qui seront tous deux (pendant que la Société est résidente à Luxembourg) des Gérants Résidents;

(b) jusqu'à deux (2) Gérants de Sous-Classe 1 nommés en accord avec les Articles 17.3 et 17.6 ci-dessous, et un (1) d'entre eux (pendant que la Société est résidente à Luxembourg) au moins sera un Gérant Résident; et

(c) jusqu'à trois (3) Gérants de Sous-Classe 3 nommés en accord avec les Articles 17.4 et 17.6 ci-dessous, et un (1) d'entre eux (pendant que la Société est résidente à Luxembourg) au moins sera un Gérant Résident.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille euros (EUR 1.000,-).

N'étant plus d'autres points à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui connaît et parle la langue anglaise, a déclaré par la présente qu'à la demande des comparants, le présent acte a été rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants connue du notaire soussigné par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec le notaire soussigné, le présent acte.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 26 mars 2014. Relation: LAC/2014/14063. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €)

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 4 avril 2014.

Référence de publication: 2014049787/127.

(140056448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Capula Luxembourg Limited, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 200.000,00.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.

R.C.S. Luxembourg B 160.145.

In the year two thousand and fourteen, on the eighteenth day of March;

Before us Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg;

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Capula Luxembourg Limited, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 160.145, having a share capital of one hundred sixty thousand United States dollars (USD 160,000) and incorporated pursuant to the laws of the Grand Duchy of Luxembourg pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, on 25 March 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 15 July 2011, number 1588 (the "Company"). The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary, on 13 March 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 15 May 2013, number 1144.

The present meeting was opened at 6.00 p.m., with Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, professionally residing in Luxembourg, in the chair, who appointed as secretary Amaury Lambert, Avocat, residing in Luxembourg (the "Meeting").

The Meeting elected as scrutineer Codrina Constantinescu, Avocat, residing in Luxembourg.

The board of the Meeting having thus been constituted, the chairman declared and requested the notary to state:

That the shareholders represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxies of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialed "ne varietur" by the appearing parties will also remain annexed to this deed;

That four million (4,000,000) Class A, eight million (8,000,000) Class B, two million Class C (2,000,000) and two million (2,000,000) Class D shares of the Company representing the entire share capital of the Company are represented at the Meeting and so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda which are known to the shareholders;

That the agenda of the Meeting is worded as follows:

Waiver of the convening formalities;

Increase of the share capital of the Company by an amount of forty thousand United States dollars (USD 40,000), so as to raise it from its present amount of one hundred sixty thousand United States dollars (USD 160,000) up to two hundred thousand United States dollars (USD 200,000) by the issue of four million (4,000,000) class E shares of series 1 to 9, each having a par value of one United States cent (USD 0,01);

Amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company.

First resolution

The Meeting resolves to waive all convening notices requirements and procedures in relation to the present meeting.

Second resolution

The Meeting resolves to increase the share capital of the Company by an amount of forty thousand United States dollars (USD 40,000), so as to raise it from its present amount of one hundred sixty thousand United States dollars (USD 160,000) up to two hundred thousand United States dollars (USD 200,000) by the issue of four million (4,000,000) class E shares of series 1 to 9.

The new class E shares are subscribed as follows:

Two million two hundred thirty-six thousand three hundred fifty-eight (2,236,358) Class E shares series 1 are subscribed by Yan Huo, born on 4 December 1968 in China, residing professionally at 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of twenty-two thousand three hundred sixty-three United States dollars and fifty-eight cents (USD 22,363.58), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Two hundred fifty-three thousand forty-seven (253,047) Class E shares series 2 are subscribed by Masao Asai, born on 20 August 1966 in Aichi, residing professionally at 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of two thousand five hundred thirty United States dollars and forty-seven cents (USD 2,530.47), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Five hundred one thousand one hundred fifty-five (501,155) Class E shares series 3 are subscribed by Piyush Bharti, born on 27 September 1976 in Michigan, residing professionally at 55 Railroad Avenue, Greenwich, CT 06830, United States of America, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 14 February 2014 in Greenwich CT, paid up by a contribution in cash of five thousand eleven United States dollars and fifty-five cents (USD 5,011.55), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Five hundred seventy-two thousand nine hundred sixty-five (572,965) Class E shares series 4 are subscribed by Bing-Le Wu, born on 15 July 1962 in China, residing professionally at 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of five thousand seven hundred twenty-nine United States dollars and sixty-five cents (USD 5,729.65), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Fifty-four thousand eight hundred seven (54,807) Class E shares series 5 are subscribed by Sam Xun-Wei Lowe, born on 21 May 1965 in China, residing professionally at 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 18 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of five hundred forty-eight United States dollars and seven cents (USD 548.07), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Fifty-one thousand two hundred fifty-five (51,255) Class E shares series 6 are subscribed by Thorkild Peter Juncker, born on 25 March 1956 in Arhus, residing professionally at 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of five hundred twelve United States dollars and fifty-five cents (USD 512.55), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Twenty-two thousand and eighty-three (22,083) Class E shares series 7 are subscribed by David Gu, born on 3 December 1962 in Suzhou, China, residing professionally at 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 14 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of two hundred twenty United States dollars and eighty-three cents (USD 220.83), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Forty-five thousand five hundred ninety-one (45,591) Class E shares series 8 are subscribed by Steven Alan Gregornik, born on 24 February 1966 in Illinois, United States of America, residing professionally at 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of four hundred fifty-five United States dollars and ninety-one cents (USD 455.91), entirely allocated to the share capital of the Company; and

Two hundred sixty-two thousand seven hundred thirty-nine (262,739) Class E shares series 9 are subscribed by Vincent Yeung, born on 4 December 1968 in China, residing professionally at 9 Wycombe Square, London, W8 7JD, United Kingdom, duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, having his professional address in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 13 February 2014 in London, paid up by a contribution in cash of two thousand six hundred twenty-seven United States dollars and thirty-nine cents (USD 2,627.39), entirely allocated to the share capital of the Company; and

The proof of the existence and of the value of the above contributions has been produced to the undersigned notary.

Now being shareholders of the Company the new shareholder Vincent Yeung duly represented by Victorien Hémerly, Avocat à la Cour, as described above join the present meeting.

Four million (4,000,000) class A shares of the Company, eight million (8,000,000) class B shares of the Company, two million (2,000,000) class C shares of the Company, two million (2,000,000) class D shares of the Company and four million

(4,000,000) class E shares of the Company representing the entire share capital of the Company are now represented at the present meeting and so the Meeting can validly decide on the following item of the agenda:

Third resolution

The Meeting resolves to amend article 5.1 of the articles of the association of the Company which shall now read as follows:

“ **Art. 5. Share Capital.** The Company’s share capital is fixed at two hundred thousand United States dollars (USD 200,000), represented by:

Two million one hundred eighty-one thousand eight hundred and seventy five (2,181,875) class A shares, series 1 and five million seven hundred thirteen thousand eight hundred and fourteen (5,713,814) class B shares, series 1 and one hundred thirty-one thousand six hundred ninety-five (131,695) class C shares, series 1 and one million one hundred five thousand six hundred ninety-four (1,105,694) class D shares, series 1 and two million two hundred thirty-six thousand three hundred fifty-eight (2,236,358) class E shares, series 1;

Two hundred sixty-eight thousand two hundred and sixty-four (268,264) class A shares, series 2 and five hundred forty-four thousand one hundred and fifty-four (544,154) class B shares, series 2 and one hundred two thousand eight hundred (102,800) class C shares, series 2 and three hundred thirty-eight thousand seven hundred one (338,701) class D shares, series 2, and two hundred fifty-three thousand forty-seven (253,047) class E shares, series 2;

Ninety-six thousand four hundred and eighteen (96,418) class A shares, series 3 and one hundred ninety-four thousand five hundred and twenty-five (194,525) class B shares, series 3 and one hundred twenty-seven thousand seventy-nine (127,079) class C shares, series 3 and sixty-two thousand nine hundred fifty-six (62,956) class D shares, series 3 and five hundred one thousand one hundred fifty-five (501,155) class E shares, series 3;

Fifty-two thousand nine hundred and seventy-one (52,971) class A shares, series 4 and eighty-seven thousand nine hundred and eighty-nine (87,989) class B shares, series 4 and two hundred ten thousand six hundred fifty-three (210,653) class C shares, series 4 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 4, and five hundred seventy-two thousand nine hundred sixty-five (572,965) class E shares, series 4;

Eighty one thousand five hundred and seventy (81,570) class A shares, series 5 and forty-nine thousand six hundred and ninety-six (49,696) class B shares, series 5 and six hundred fifty-three thousand seven hundred thirty-four (653,734) class C shares, series 5 and thirty-seven thousand seven hundred seventy-four (37,774) class D shares, series 5 and fifty-four thousand eight hundred seven (54,807) class E shares, series 5;

Eighty-four thousand six hundred and twenty-five (84,625) class A shares, series 6 and one hundred sixty-five thousand eight hundred and forty-one (165,841) class B shares, series 6 and seventy-two thousand eight hundred forty-nine (72,849) class C shares, series 6 and one hundred twenty-five thousand nine hundred twelve (125,912) class D shares, series 6 and fifty-one thousand two hundred fifty-five (51,255) class E shares, series 6;

Two hundred sixty thousand two hundred and eighty-one (260,281) class A shares, series 7 and four hundred twenty-four thousand eight hundred and thirty-one (424,831) class B shares, series 7 and one hundred thirty-five thousand nine hundred ninety-eight (135,998) class C shares, series 7 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) shares class D, series 7 and twenty-two thousand and eighty-three (22,083) class E shares, series 7;

Seven hundred ninety thousand eight hundred and ninety-four (790,894) class A shares, series 8 and three hundred thirty thousand nine hundred and fifteen (330,915) class B shares, series 8 and eighty-three thousand nine hundred six (83,906) class C shares, series 8 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 8 and forty-five thousand five hundred ninety-one (45,591) class E shares, series 8;

Thirty-four thousand three hundred and nineteen (34,319) class A shares, series 9 and fifty-eight thousand one hundred and thirty-five (58,135) class B shares, series 9 and seventy-nine thousand seven hundred forty-one (79,741) class C shares, series 9 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 9 and two hundred sixty-two thousand seven hundred thirty-nine (262,739) class E shares, series 9;

Sixty-nine thousand two hundred and seventy-three (69,273) class A shares, series 10 and one hundred sixty-nine thousand seven hundred and eighty-nine (169,789) class B shares, series 10 and one hundred eighty-eight thousand seven hundred ninety (188,790) class C shares, series 10 and one hundred twenty-six thousand five hundred eleven (126,511) class D shares, series 10;

Seventy-nine thousand five hundred and ten (79,510) class A shares, series 11 and one hundred twenty-nine thousand seven hundred and fifty-three (129,753) class B shares, series 11 and two hundred twelve thousand seven hundred and fifty-five (212,755) class C shares, series 11 and fifty thousand three hundred sixty-five (50,365) class D shares, series 11;

Ninety-eight thousand six hundred and seventy-four (98,674) class B shares, series 12 and twelve thousand five hundred ninety-one (12,591) class D shares, series 12;

Thirty-one thousand eight hundred and eighty-four (31,884) class B shares, series 13 and eighty-nine thousand one hundred thirty-two (89,132) class D shares, series 13

each share having a par value of one United States cent (USD 0.01).”

Nothing else being on the agenda. The meeting was closed at 6.15 p.m.

Estimated costs

The aggregate amount of costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which are to be borne by the Company or which shall be charged to the Company by reason of this deed, are estimated at approximately one thousand three hundred euros (EUR 1,300).

Declaration

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The undersigned notary, who knows and understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version and in case of discrepancies between the English and the German texts, the English version will be binding.

The document having been read to the person appearing, said person appearing, signed together with the notary the present original deed.

Deutsche Uebersetzung des vorstehenden Textes

Vor uns Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg;

Wurde eine

außerordentliche Gesellschafterversammlung der Gesellschaft Capula Luxembourg Limited, eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), mit Gesellschaftssitz in 5, avenue Gaston Diderich, L-1420 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg eingetragen im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter Nummer B 160145, gegründet nach dem Recht Luxemburgs durch die Urkunde von Maître Martine Schaeffer, Notarin mit Amtssitz in Luxemburg vom 25. März 2011, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1588 am 15. Juli 2011 (die "Gesellschaft") abgehalten. Die Satzung der Gesellschaft wurde abgeändert zufolge Urkunde aufgenommen durch den handelnden Notar, am 13. März 2013, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N°1144 am 15. Mai 2013.

Die Versammlung wurde um 18.00, durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, als Vorsitzender eröffnet, welcher Amaury Lambert, Avocat, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, als Sekretär ernannt hat (die „Versammlung“).

Die Versammlung wählte als Stimmzählerin Codrina Constantinescu, Avocat, mit Geschäftsadresse in Luxemburg.

Die Versammlungsleitung, die sich somit konstituiert hatte, erklärte und beantragte durch den Vorsitzenden, den Notar folgendes zu beurkunden:

Dass die vertretenen Gesellschafter, die Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter und die Anzahl der gehaltenen Geschäftsanteile sich aus der Anwesenheitsliste ergeben. Diese Anwesenheitsliste, unterzeichnet durch die Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter und durch die Versammlungsleitung, bleibt diesem notariellen Akt beigefügt und wird mit diesem bei der Registrierungsbehörde eingereicht. Die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, unterzeichnet „ne varietur“, durch die erschienen Parteien, werden ebenfalls diesem notariellen Akt beigefügt;

Dass vier Millionen (4.000.000) Klasse A Geschäftsanteile der Gesellschaft acht Millionen (8.000.000) Klasse B Geschäftsanteile der Gesellschaft, zwei Millionen (2.000.000) Klasse C Geschäftsanteile der Gesellschaft und zwei Millionen (2.000.000) Klasse D Geschäftsanteile der Gesellschaft, welche das gesamte Gesellschaftskapital darstellen, auf dieser Versammlung vertreten sind, so dass die Versammlung wirksam über alle Punkte der Tagungsordnung, welche den Gesellschaftern bekannt sind, entscheiden kann;

Dass die Tagungsordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Verzicht auf die Einberufungsmitteilung;

Erhöhung des Stammkapitals der Gesellschaft um einen Betrag von vierzigtausend US Dollar (USD 40.000), um es so von seinem derzeitigen Betrag von einhundertsechzigtausend US Dollar (USD 160.000), auf zweihunderttausend US Dollar (USD 200.000) anzuheben, durch die Ausgabe von vier Millionen (4.000.000) Klasse E Geschäftsanteilen, der Serien 1 bis 9, welche jeweils einen Nennwert von einem US Cent (USD 0,01) haben;

Abänderung von Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft.

Erster Beschluss

Die Versammlung beschließt, auf die Voraussetzungen und das Verfahren der Einberufungsmitteilung in Bezug auf diese Versammlung zu verzichten.

Zweiter Beschluss

Die Versammlung beschließt, das Stammkapital der Gesellschaft um einen Betrag von vierzigtausend US Dollar (USD 40.000), zu erhöhen, um es so von seinem derzeitigen Betrag von einhundertsechzigtausend US Dollar (USD 160.000), auf zweihunderttausend US Dollar (USD 200.000) anzuheben, durch die Ausgabe von vier Millionen (4.000.000) Klasse E Geschäftsanteilen, der Serien 1 bis 9, welche jeweils einen Nennwert von einem US Cent (USD 0,01) haben;

Die neuen Klasse E Geschäftsanteile werden wie folgt gezeichnet:

Zwei Millionen zweihundertsechsdreihundertachtundfünfzig (2.236.358) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 1 werden gezeichnet durch Yan Huo, geboren am 4. Dezember 1968 in China, mit Geschäftsadresse in 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 13. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch Einlage in bar von zweiundzwanzigtausenddreihundertdreißig US Dollar und achtundfünfzig Cents (USD 22.363,58), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Zweihundertdreißigtausendneunundvierzig (253.047) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 2 werden gezeichnet durch Masao Asai, geboren am 20. August 1966 in Aichi, mit Geschäftsadresse in 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 13. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von zweitausendfünfhundertdreißig US Dollar und siebenundvierzig Cents (USD 2.530,47), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Fünfhunderteintausendeinhundertfünfundfünfzig (501.155) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 3 werden gezeichnet durch Piyush Bharti, geboren am 27. September 1976 in Michigan, mit Geschäftsadresse in 55 Railroad Avenue, Greenwich, CT 06830, Vereinigte Staaten von Amerika, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 14. Februar 2014 in Greenwich CT erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von fünftausendelf US Dollar und fünfundfünfzig Cents (USD 5.011,55), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Fünfhundertzweiundsiebzigtausendneunhundertfünfundsechzig (572.965) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 4 werden gezeichnet durch Bing-Le Wu, geboren am 15. Juli 1962 in China, mit Geschäftsadresse in 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 13. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von fünftausendsiebenhundertneunundzwanzig US Dollar und fünfundsechzig Cents (USD 5.729,65), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Vierundfünfzigtausendachthundertsieben (54.807) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 5 werden gezeichnet durch Sam Xun-Wei Lowe, geboren am 21. Mai 1965 in China, mit Geschäftsadresse in 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 18. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von fünfhundertachtundvierzig US Dollar und sieben Cents (USD 548,07), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Einundfünfzigtausendzweihundertfünfundfünfzig (51.255) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 6 werden gezeichnet durch Thorkild Peter Juncker, geboren am 25. März 1956 in Aarhus, mit Geschäftsadresse in 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 13. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von fünfhundertzwölf US Dollar und fünfundfünfzig Cents (USD 512,55), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Zweiundzwanzigtausenddreihundachtzig (22.083) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 7 werden gezeichnet durch David Gu, geboren am 3. Dezember 1962 in Suzhou, China, mit Geschäftsadresse in 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 14. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von zweihundertzwanzig US Dollar und dreiundachtzig Cents (USD 222,83), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Fünfundvierzigtausendfünfhunderteinundneunzig (45.591) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 8 werden gezeichnet durch Steven Alan Gregornik, geboren am 26. Februar 1966 in Illinois, Vereinigte Staaten von Amerika, mit Geschäftsadresse in 8 Lancelot Place, London, SW7 1DR, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 13. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von vierhundertfünfundfünfzig US Dollar und einundneunzig Cents (USD 455,91), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Zweihundertzweiundsechzigtausendneununddreißig (262.739) Klasse E Geschäftsanteile der Serie 9 werden gezeichnet durch Vincent Yeung, geboren am 4. Dezember 1968 in China, mit Geschäftsadresse in 9 Wycombe Square, London, W8 7JD, Vereinigte Königreich, hier vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour, mit Geschäftsadresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 13. Februar 2014 in London erteilten Vollmacht, gezahlt durch die Einlage in bar von zweitausendsechshundertneunundzwanzig US Dollar und neununddreißig Cents (USD 2.627,39), welche vollständig dem Stammkapital der Gesellschaft zugewiesen werden.

Der Beweis über das Bestehen und den Wert der obigen Einlagen wurde dem unterzeichnenden Notar vorgelegt.

Jetzt, da sie Gesellschafter der Gesellschaft sind, erscheint der neue Gesellschafter Vincent Yeung vertreten durch Victorien Hémary, Avocat à la Cour wie oben beschrieben.

Vier Millionen (4.000.000) Klasse A Geschäftsanteile und acht Millionen (8.000.000) Klasse B Geschäftsanteile und zwei Millionen (2.000.000) Klasse C Geschäftsanteile, zwei Millionen (2.000.000) Klasse D Geschäftsanteile und vier Millionen

(4.000.000) Klasse E Geschäftsanteile, welche das gesamte Gesellschaftskapital der Gesellschaft darstellen, auf dieser Versammlung vertreten sind, kann die Versammlung wirksam über die folgenden Punkte der Tagungsordnung entscheiden:

Dritter Beschluss

Die Versammlung beschließt Artikel 5.1 der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ Art. 5. Stammkapital.

5.1 Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zweihunderttausend US Dollar (USD 200.000) bestehend aus:

Zwei Millionen einhunderteinundachtzigtausendachthundertfünfundsiebzig (2.181.875) Klasse A Geschäftsanteile Serie 1 und fünf Millionen siebenhundertdreizehntausendachthundertvierzehn (5.713.814) Klasse B Geschäftsanteile Serie 1 und einhunderteinunddreißigtausendsechshundertfünfundneunzig (131.695) Klasse C Geschäftsanteile Serie 1 und eine Million einhundertfünftausendsechshundertvierundneunzig (1.105.694) Klasse D Geschäftsanteile Serie 1 und zwei Millionen zweihundertsechshundertdreißigdreihundertachtundfünfzig (2.236.358) Klasse E Geschäftsanteile Serie 1;

Zweihundertachtundsechzigtausendzweihundertvierundsechzig (268.264) Klasse A Geschäftsanteile Serie 2 und fünfhundertvierundvierzigtausendeinhundertvierundfünfzig (544.154) Klasse B Geschäftsanteile Serie 2 und einhundertzweitausendachthundert (102.800) Klasse C Geschäftsanteile Serie 2 und dreihundertachtunddreißigtausendsiebenhundert-eins (338.701) Klasse D Geschäftsanteile Serie 2 und zweihundertdreißigtausendsiebenundvierzig (253.047) Klasse E Geschäftsanteile Serie 2;

Sechshundertneunzigtausendvierhundertachtzehn (96.418) Klasse A Geschäftsanteile Serie 3 und einhundertzweiundneunzigtausendfünfhundertfünfundzwanzig (194.525) Klasse B Geschäftsanteile Serie 3 und einhundertsechshundertsechszwanzigtausendneunundsiebzig (127.079) Klasse C Geschäftsanteile Serie 3 und zweiundsechzigtausendneunhundertsechshundertfünfzig (62.956) Klasse D Geschäftsanteile Serie 3 und fünfhunderteintausendeinhundertfünfundfünfzig (501.155) Klasse E Geschäftsanteile Serie 3;

Zweiundfünfzigtausendneunhundertneunundsiebzig (52.971) Klasse A Geschäftsanteile Serie 4 und siebenundachtzigtausendneunhundertneunundachtzig (87.989) Klasse B Geschäftsanteile Serie 4 und zweihundertzehntausendsechshundertdreiundfünfzig (210.653) Klasse C Geschäftsanteile Serie 4 und zwölftausendfünfhunderteinundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile Serie 4 und fünfhundertzweiundsiebzigtausendneunhundertfünfundsechzig (572.965) Klasse E Geschäftsanteile Serie 4

Einundachtzigtausendfünfhundertsiebzig (81.570) Klasse A Geschäftsanteile Serie 5 und neunundvierzigtausendsechshundertsechshundertneunzig (49.696) Klasse B Geschäftsanteile Serie 5 und sechshundertdreiundfünfzigtausendsiebenhundertvierunddreißig (653.734) Klasse C Geschäftsanteile Serie 5 und siebenunddreißigtausendsiebenhundertvierundsiebzig (37.774) Klasse D Geschäftsanteile Serie 5 und vierundfünfzigtausendachthundertsieben (54.807) Klasse E Geschäftsanteile Serie 5;

Vierundachtzigtausendsechshundertfünfundzwanzig (84.625) Klasse A Geschäftsanteile Serie 6 und einhundertzweiundsechzigtausendachthundertneunundvierzig (165.841) Klasse B Geschäftsanteile Serie 6 und zweiundsiebzigtausendachthundertneunundvierzig (72.849) Klasse C Geschäftsanteile Serie 6 und einhundertzweiundsechzigtausendneunhundertzweiundzwanzig (125.912) Klasse D Geschäftsanteile Serie 6 und einundfünfzigtausendzweihundertfünfundfünfzig (51.255) Klasse E Geschäftsanteile Serie 6;

Zweihundertsechzigtausendzweihundertneunundachtzig (260.281) Klasse A Geschäftsanteile Serie 7 und vierhundertvierundzwanzigtausendachthundertneununddreißig (424.831) Klasse B Geschäftsanteile Serie 7 und einhundertzweiunddreißigtausendneunhundertachtundneunzig (135.998) Klasse C Geschäftsanteile Serie 7 und zwölftausendfünfhundertneunundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile Serie 7 und zweiundzwanzigtausenddreihundertachtzig (22.083) Klasse E Geschäftsanteile Serie 7;

Siebenhundertneunzigtausendachthundertvierundneunzig (790.894) Klasse A Geschäftsanteile Serie 8 und dreihundertdreißigtausendneunhundertfünfzehn (330.915) Klasse B Geschäftsanteile Serie 8 und dreihundertachtzigtausendneunhundertsechs (83.906) Klasse C Geschäftsanteile Serie 8 und zwölftausendfünfhundertneunundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile Serie 8 und fünfundvierzigtausendfünfhundertneunundneunzig (45.591) Klasse E Geschäftsanteile Serie 8;

Vierunddreißigtausenddreihundertneunzehn (34.319) Klasse A Geschäftsanteile Serie 9 und achtundfünfzigtausendeinhundertfünfunddreißig (58.135) Klasse B Geschäftsanteile Serie 9 und neunundsiebzigtausendsiebenhundertneunundvierzig (79.741) Klasse C Geschäftsanteile Serie 9 und zwölftausendfünfhundertneunundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile Serie 9 und zweihundertzweiundsechzigtausendsiebenhundertneununddreißig (262.739) Klasse E Geschäftsanteile Serie 9;

Neunundsechzigtausendzweihundertdreundsiebzig (69.273) Klasse A Geschäftsanteile Serie 10 und einhundertneunundsechzigtausendsiebenhundertneunundachtzig (169.789) Klasse B Geschäftsanteile Serie 10 und einhundertachtundachtzigtausendsiebenhundertneunzig (188.790) Klasse C Geschäftsanteile Serie 10 und einhundertsechszwanzigtausendfünfhundertelf (126.511) Klasse D Geschäftsanteile Serie 10;

Neunundsiebzigtausendfünfhundertzehn (79.510) Klasse A Geschäftsanteile Serie 11 und einhundertneunundzwanzigtausendsiebenhundertdreiundfünfzig (129.753) Klasse B Geschäftsanteile Serie 11 und zweihundertzweiundsechzigtausendsiebenhundertfünfundfünfzig (212.755) Klasse C Geschäftsanteile Serie 11 und fünfzigtausenddreihundertfünfundsechzig (50.365) Klasse D Geschäftsanteile Serie 11,

Achtundneunzigtausendsechshundertvierundsiebzig (98.674) Klasse B Geschäftsanteile Serie 12 und zwölftausendfünfhunderteinundneunzig (12.591) Klasse D Geschäftsanteile Serie 12; und

Einunddreißigtausendachthundertvierundachtzig (31.884) Klasse B Geschäftsanteile Serie 13 und neunundachtzigtausendeinhundertzweiunddreißig (89.132) Klasse D Geschäftsanteile der Serie 13

jeder Geschäftsanteil hat einen Nennwert von einem US Dollar Cent (USD 0,01)“.

Da kein weiterer Beschluss auf der Tagesordnung steht, wurde die Generalversammlung geschlossen um 18.15 Uhr.

Voraussichtliche kosten

Die voraussichtlichen Ausgaben, Kosten, Vergütungen und Aufwendungen jeglicher Art, welche von der Gesellschaft aufgrund der vorliegenden Urkunde getragen werden oder welcher der Gesellschaft in Rechnung gestellt werden, werden ungefähr eintausenddreihundert Euros (EUR 1.300,-) betragen

Erklärung

Diese Urkunde wurde in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag aufgenommen.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Parteien auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung vorrangig sein.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Parteien vorgelesen worden ist, hat der Bevollmächtigte dieses zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: V. HEMERY, A. LAMBERT, C. CONSTANTINESCU, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch, le 20 mars 2014. Relation: DIE/2014/3549. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): pr. RECKEN.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 07. April 2014.

Référence de publication: 2014049650/356.

(140057269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

F&A Prom S.à .r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 135, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 185.863.

— STATUTS

L'an deux mille quatorze, le quatorze mars;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Marc FELTES, gérant de sociétés, né le 27 juillet 1974 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant à L-2551 Luxembourg, 23, rue Charlemagne.

2) Monsieur Joachim LEGROCOLLARD, ingénieur, né le 22 décembre 1975 à Liège (Belgique), demeurant à B-6600 Bastogne, 3, rue des Arbalétriers.

3) Madame Nadine FELTES, gérant de sociétés, née le 2 juillet 1966 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant à B-6781 Sélange, 29, rue du Kirchberg.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux et dont les statuts ont été arrêtés comme suit:

Titre I^{er} . Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "F&A PROM S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La Société a pour objet l'achat, la vente, la mise en valeur, la location d'immeubles et de tous droits immobiliers, la prise, respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles, la gérance, respectivement la gestion d'immeubles ou de patrimoines mobiliers et immobiliers tant pour son propre compte que pour compte de tiers, de même que la promotion immobilière.

La Société pourra effectuer toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit.

La Société pourra, dans les limites fixées par la Loi, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent et qui sont susceptibles de promouvoir son développement ou extension.

Art. 3. Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète des circonstances anormales. Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la Société. La déclaration de transfert de siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la Société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la Loi sont d'application, c'est-à-dire chaque décision de l'associé unique ainsi que chaque contrat entre celui-ci et la Société doivent être établis par écrit et les clauses concernant les assemblées générales des associés ne sont pas applicables.

La Société peut acquérir ses propres parts à condition qu'elles soient annulées et le capital réduit proportionnellement.

Art. 6. Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

S'il y a plusieurs propriétaires d'une part sociale, la Société a le droit de suspendre l'exercice des droits afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant à son égard, propriétaire de la part sociale. Il en sera de même en cas de conflit opposant l'usufruitier et le nu-propriétaire ou un débiteur et un créancier-gagiste.

Toutefois, les droits de vote attachés aux parts sociales grevées d'usufruit sont exercés par le seul usufruitier.

Art. 7. Les cessions de parts entre vifs à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social.

Les cessions de parts à cause de mort à des associés et à des non-associés sont subordonnées à l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant les trois quarts au moins du capital social appartenant aux survivants.

Cet agrément n'est pas requis lorsque les parts sont transmises à des héritiers réservataires, soit au conjoint survivant.

En cas de refus d'agrément dans l'une ou l'autre des hypothèses, les associés restants possèdent un droit de préemption proportionnel à leur participation dans le capital social restant.

Le droit de préemption non exercé par un ou plusieurs associés échoit proportionnellement aux autres associés. Il doit être exercé dans un délai de trois mois après le refus d'agrément. Le non-exercice du droit de préemption entraîne de plein droit agrément de la proposition de cession initiale.

Art. 8. A côté de son apport, chaque associé pourra, avec l'accord préalable des autres associés, faire des avances en compte-courant de la Société. Ces avances seront comptabilisées sur un compte-courant spécial entre l'associé, qui a fait l'avance, et la Société.

Elles porteront intérêt à un taux fixé par l'assemblée générale des associés à une majorité des deux tiers. Ces intérêts seront comptabilisés comme frais généraux.

Les avances accordées par un associé dans la forme déterminée par cet article ne sont pas à considérer comme un apport supplémentaire et l'associé sera reconnu comme créancier de la Société en ce qui concerne ce montant et les intérêts.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société. En cas de décès d'un associé, la Société sera continuée entre les associés survivants et les héritiers légaux.

Art. 10. Les créanciers, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux.

Art. 11. La Société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

En cas de pluralité de gérants, ceux-ci forment un conseil de gérance. Si un ou plusieurs gérants de classe A ("gérant-A") et un ou plusieurs gérants de classe B ("gérant - B") sont nommés, les décisions du conseil de gérance doivent être prises par au moins un gérant-A et un gérant-B.

Le pouvoir et la classe d'un gérant - A ou B - est déterminée par l'assemblée générale lors de sa nomination.

Le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour accomplir les affaires de la Société et pour représenter la Société judiciairement et extrajudiciairement.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoir de la Société, qui peuvent engager la Société par leurs signatures individuelles, mais seulement dans les limites à déterminer dans la procuration.

Art. 12. Tout gérant ne contracte à raison de sa fonction, aucune obligation personnelle, quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Des dividendes intérimaires peuvent être distribués dans les conditions suivantes:

- des comptes intérimaires sont établis sur une base trimestrielle ou semestrielle,
- ces comptes doivent montrer un profit suffisant, bénéfices reportés inclus,
- la décision de payer des dividendes intérimaires est prise par une assemblée générale extraordinaire des associés.

Art. 14. L'exercice social court du premier janvier au trente et un décembre de chaque année.

Art. 15. Chaque année, au 31 décembre, la gérance établira les comptes annuels et les soumettra aux associés.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication des comptes annuels pendant les quinze jours qui précéderont son approbation.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, charges sociales, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5 %) du bénéfice net seront prélevés et affectés à la réserve légale. Ces prélèvements et affectations cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve aura atteint un dixième du capital social, mais devront être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé. Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 18. En cas de dissolution de la Société pour quelque raison que ce soit, la liquidation sera faite par la gérance ou par toute personne désignée par les associés.

La liquidation de la Société terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés en proportion des parts sociales qu'ils détiennent.

Des pertes éventuelles sont réparties de la même façon, sans qu'un associé puisse cependant être obligé de faire des paiements dépassant ses apports.

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu par les présents Statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Art. 20. Tous les litiges, qui naîtront pendant la liquidation de la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre le ou les gérants et la Société, seront réglés, dans la mesure où il s'agit d'affaires de la Société, par arbitrage conformément à la procédure civile.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2014.

Souscription et libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Marc FELTES, prénommé, cinquante parts sociales	50
2) Joachim LEGROCOLLARD, prénommé, quarante parts sociales,	40
3) Nadine FELTES, prénommée, dix parts sociales,	10
Total: cent parts sociales,	100

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associées, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoquées, se sont réunies en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-2551 Luxembourg, 135, avenue du X Septembre.
2. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à trois (3).
3. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:
 - Monsieur Marc FELTES, gérant de sociétés, né le 27 juillet 1974 à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), demeurant à L-2551 Luxembourg, 23, rue Charlemagne, gérant technique;
 - Monsieur Joachim LEGROCOLLARD, ingénieur, né le 22 décembre 1975 à Liège (Belgique), demeurant à B-6600 Bastogne, 3, rue des Arbalétriers, gérant technique;
 - Madame Nadine FELTES, épouse THEIS, gérante de sociétés, née à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), le 2 juillet 1966, demeurant à B-6781 Sélange, 29, rue du Kirchberg, gérante administrative.
4. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par la signature conjointe des trois gérants.
5. La Société exercera son activité sous l'enseigne Feltes & Associés Promotions.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. FELTES, J. LEGROCOLLARD, N. FELTES, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 20 mars 2014. LAC/2014/12938. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société;

Luxembourg, le 3 avril 2014.

Référence de publication: 2014049756/168.

(140056466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Immowest Lux I S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faiencerie.

R.C.S. Luxembourg B 125.553.

— EXTRAIT

Il résulte d'une résolution écrite des associés de la Société en date du 20 mars 2014 que la Société a révoqué M. Gerold Hellmich en tant que gérant de classe B de la Société avec effet au 20 mars 2014 et a nommé les personnes suivantes, pour une durée illimitée et avec effet au 20 mars 2014 en tant que gérants de classe B de la Société:

- Mag. Daniel Riedl, né le 7 septembre 1969, à Salzbourg, Autriche avec résidence professionnelle à Hietzinger Kai 131, A-1130 Vienne, Autriche
- Mag. Andreas Ratzinger, né le 29 novembre 1966, à Vienne, Autriche, avec résidence professionnelle à Hietzinger Kai 131, A-1130 Vienne, Autriche
- Mr Martin Puckl, né le 1^{er} décembre 1969, à Krems, Autriche, avec résidence professionnelle à Hietzinger Kai 131, A-1130 Vienne, Autriche
- Dr. Paul Kozubek, né le 23 mars 1974, à Vienne, Autriche avec résidence professionnelle à Hietzinger Kai 131, A-1130 Vienne, Autriche.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Jean (John) Wantz, gérant de classe A;
- M. Charles Meyer, gérant de classe A;
- Mag. Daniel Riedl, gérant de classe B;
- Mag. Andreas Ratzinger, gérant de classe B;
- M. Martin Puckl, gérant de classe B;
- Dr. Paul Kozubek, gérant de classe B;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014050253/31.

(140057262) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Vela Real Estate Credit Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 35.312,50.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 152.469.

Le bilan de la société au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} avril 2014.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014050159/12.

(140056560) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

VDMC, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1818 Howald, 4, rue des Joncs.

R.C.S. Luxembourg B 179.532.

Le Bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050164/9.

(140057144) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

VIII Chateau Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 33, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 151.561.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050167/9.

(140057178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.

Waldimmo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5465 Waldbredimus, 27, rue de Trintange.

R.C.S. Luxembourg B 125.461.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014050174/9.

(140056522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 avril 2014.
